

35°

CITÉ LIBRE

XVI^e année No 72

DÉCEMBRE 1964

NOUVELLE SÉRIE

LE PROCUREUR DANS LA CITÉ

par André LUSSIER

RAPATRIEMENT DE LA CONSTITUTION

par Jacques-Yvan MORIN

LES PRISONS ONT-ELLES UN AVENIR?

par Denis SZABO

ET DES TEXTES DE:

Maurice BLAIN • Naïm KATTAN

Yerri KEMPF • Jean PELLERIN • Gérard PELLETIER

Alain PONTAUT • Charles TAYLOR • Jacques TREMBLAY

SOMMAIRE

Page 1	Pointes sèches
Page 7	Le procureur dans la cité <i>André Lussier</i>
Page 9	Rapatriement de la constitution <i>Jacques-Yvan Morin</i>
Page 13	Les prisons ont-elles un avenir ? <i>Denis Szabo</i>
Page 21	Délire au Hansard <i>G. P.</i>
Page 25	Chroniques du temps perdu

Le théâtre — *Yerri Kempf*
Le cinéma — *Alain Pontaut*
Les livres — *Naïm Kattan*

XVI^e année, No 72
décembre 1964

revue mensuelle

Comité de rédaction

Directeur :
Jean Pellerin

Rédacteurs :
Maurice Blain
Charles Taylor
Jacques Tremblay

Chroniques :
Yerri Kempf
Alain Pontaut

Collaborateurs :
Guy Fournier
André Lussier
Alice Parizeau
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau

Secrétariat :
Nina Bruneau
1420 ouest, Bernard
Montréal 8e
Tél. : 277-9131



Editeur propriétaire

**Le Syndicat coopératif d'édition
Cité Libre**

Imprimé à Montréal par
Pierre Des Marais

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Administration et
Vente d'anciens numéros :
Cité Libre
5090, rue Papineau
Montréal 34
Tél. 526-3361

Abonnement annuel : \$3.50
Abonnement de soutien : \$10

Vente au numéro :
Distribution Laval
590, boulevard Pie IX
Montréal — Tél. 525-3424

CITÉ LIBRE
NOUVELLE SÉRIE



pointes sèches

LA MATRAQUE OU L'UMBUDSMAN

IL appartient à la police d'être la gardienne de l'ordre public et non de défendre la politique du régime au pouvoir. Il appartient au procureur général de faire respecter la justice et la liberté et non de légitimer les institutions du système démocratique. Les mains ne sont point la tête.

Politique du régime et institutions démocratiques sont encore l'affaire du peuple, qui seul en juge. Jusqu'à l'avènement de la dictature, la constitution et les libertés civiles, le pouvoir judiciaire et le suffrage électoral demeurent des règles et des instruments de gouvernement à peu près acceptés et raisonnablement efficaces dans cette Province. Une société court rarement de grands dangers à les laisser fonctionner sans entrave.

Mais notre sens de la démocratie est encore si formel, si légaliste, que le risque inhérent à la liberté s'est perverti en illégalité, le droit à l'opinion en subversion, et la manifestation publique en délit criminel.

Telle pourrait être la genèse du fameux « samedi de la matraque ».

Évitons toutefois de tomber dans le ridicule. Nous n'en sommes pas, comme certains démagogues l'ont prophétisé, à la naissance d'un État policier. Le régime au pouvoir, qui n'a décidé pas dans la tête des grands desseins totalitaires, ne cherchait, dans cette aventure, qu'une caution à sa respectabilité et à son confort. L'alibi de l'État policier, ce serait vraiment trop commode aux extrémismes de tous bords. Il est des facilités qui vous déclassent même les révolutionnaires les plus maladroits...

C'est au-delà de la violence faite aux libertés civiles qu'il faut rechercher la signification réelle de l'événement.

Un équilibre nouveau

Nous assistons à une transformation accélérée de l'équilibre des forces au sein de notre société politique, et il nous faudra de plus en plus compter avec un régime sans Opposition véritable, et qui progressivement occupe et contrôle à lui seul toute la machine de l'État. La période de rajustement et d'incertitude qui s'ouvre va constituer un défi permanent pour la démocratie, quels que soient la nature du régime et la valeur des hommes au pouvoir.

Les faits sont pourtant éloquentes. Les forces qui se sont réellement affrontées, ce ne sont pas une poignée de manifestants isolés et l'armada de la police — le rapport des effectifs, ce sinistre samedi, était trop dérisoire. Mais bien, dans la suite, d'une part les éléments les plus conscients, les plus vigilants de notre société, disons: de la démocratie, et le régime d'autre part. J'écris: le régime, et non le seul gouvernement, car l'Opposition s'est surtout distinguée par un silence complice et de tous les représentants du peuple qui y siègent, seul son chef absent a élevé une vague protestation.

Ce n'est pas par hasard si, d'instinct mais en rangs dispersés, ces éléments du corps social se substituent peu à peu à l'Opposition parlementaire et tentent de remplir la fonction, essentielle en démocratie, de contestation à la politique du gouvernement. Et que cette contestation permanente, traditionnellement dévolue à l'Opposition élue, c'est-à-dire située à l'intérieur des institutions parlementaires, tend à se constituer et à s'exercer dans les groupes les plus politisés et les plus dynamiques de la nation. La raison en est simple: frappée d'impuissance depuis 1948, l'Opposition parlementaire ne s'est pas encore relevée de son effondrement; elle s'est presque désintégrée de l'appareil de l'État et ne participe plus que formellement à ses grandes entreprises. Un débat fondamental avec le gouvernement au pouvoir a depuis à peu près cessé d'exister.

Cela est si vrai que presque tous les grands affrontements depuis quinze ans se sont déroulés directement entre le gouvernement et le corps social: grèves d'Asbestos et de Murdochville, rassemblement démocratique de 1956, nationalisation de l'électricité, essai de souveraineté fiscale, ministère de l'éducation, hier l'amorce des

réformes constitutionnelles, aujourd'hui l'opération '55, demain la caisse de retraite et l'assurance-santé. Même la victoire libérale de 1960 apparaît d'abord comme une victoire du peuple contre l'ancien régime. Une nouvelle forme de démocratie se dessine, la fameuse « démocratie directe », dans laquelle l'exercice du pouvoir se heurte de plus en plus à la conscience du peuple et doit désormais passer par elle.

Faillite de l'Opposition

Sans doute, cette évolution en cours du climat politique (encore que de puissantes féodalités économiques indigènes n'y soient pas étrangères...) et du rapport des forces État-société peut-elle devenir un formidable instrument de progrès social. Mais en même temps nous assistons à une disparition progressive d'une Opposition réelle, au niveau de l'État. Les mœurs héritées du régime Duplessis, le pourrissement de l'Union Nationale, l'absence de pensée politique dans les rangs de l'Opposition, et beaucoup plus profondément un indéracinable fond de nationalisme assiégé et, peut-être par antagonisme, mal adapté aux institutions parlementaires anglo-saxonnes, pourraient expliquer globalement le phénomène, et encore à des degrés très divers. Mais non seulement l'Opposition n'a su reconquérir son prestige humilié de 1948 à 1960, et s'imposer comme interlocuteur valable du gouvernement, mais encore elle a failli lamentablement à représenter, à symboliser, à défendre la contestation normale d'une démocratie. Tout se passe comme si, depuis quinze ans, le peuple ne pouvait gouverner que par une extrême et grossière simplification des options politiques et que l'Opposition avait perdu tout pouvoir de représentation.

Une tension nécessaire

Le déséquilibre engendré dans les institutions essentielles au fonctionnement de l'État, aussi bien que le vide dans la représentation idéologique et la politique de rechange que doit sans cesse opposer au régime une minorité électorale de la nation, sont radicalement malsains. Même si elle tend à se recréer à l'intérieur de la nation, la tension nécessaire entre la thèse (du gouvernement) et l'antithèse (de l'Opposition) du pouvoir politique est faussée à sa base. La démocratie cesse de fonctionner correctement. Car cette tension s'effondrant, un nouvel équilibre se re-

forme ailleurs pour éviter la rupture, mais avec des distorsions inévitables entre la société politique et ses institutions de gouvernement.

Ces institutions de gouvernement, elles sont au service de la société politique, et non l'inverse. Mais à moins de s'aveugler dans une politique du pire, certains extrémistes, qui par ailleurs croient sincèrement promouvoir la démocratie, pourraient méditer l'hypothèse d'une société qui, l'Opposition liquidée, affronterait l'État dans une contestation décisive. Et s'interroger sur le sort de la démocratie livrée à l'équivalent du parti unique.

Quelle que soit l'évolution prochaine de la fonction d'Opposition, non seulement la confrontation État-société est appelée à demeurer, mais l'influence des forces de démocratie directe, promise à une participation de plus en plus grande à la conduite des affaires du régime. Tout y conduit rapidement : la promotion de l'éducation, la prise de conscience politique des masses, l'apparition de nouvelles idéologies, la conjoncture constitutionnelle, le rôle capital des grands corps intermédiaires. Dans la mesure même où se multiplient les rapports entre le citoyen et l'État, et où, concurremment, l'État d'une part évolue vers la technocratie et le citoyen d'autre part revendique plus fermement l'exercice de toutes ses libertés politiques, croissent tout ensemble une rivalité féconde pour la démocratie et des risques de conflit.

Peut-être n'est-il pas trop tôt pour songer à introduire dans notre système politique l'institution de L'UMBUDSMAN, c'est-à-dire la théorie d'un arbitrage en démocratie. ★

M. B.

LA GUERRE FROIDE S'EFFRITE

QUELLE QUE soit l'orientation du nouveau régime à Moscou, la « fission » du bloc oriental va continuer bon train. L'ironie veut que ceux qui furent les plus virulents dans leurs plaidoyers auprès de M. Khrouchtchev de ne pas pousser la Chine jusqu'à la rupture, sont maintenant les plus inquiets devant les signes d'un accommodement russo-chinois possible. La

vérité est que, dans l'un et l'autre cas, ils s'intéressent moins à la querelle comme telle qu'à leur propre liberté d'action. Menacée autrefois par une rupture avec les Chinois qui entraînerait la reconstitution d'un bloc soviétique serré autour de Moscou, cette liberté peut être mise en doute par une recrudescence de la guerre froide, prix que Moscou aura à payer pour tout accommodement véritable avec la Chine.

Mais une reddition sans condition de cette sorte de la part des Russes semble très peu probable, et d'autant plus qu'elle rencontrerait une résistance acharnée de la part de tous les partis européens, des deux côtés de l'Elbe, à l'exception de la petite Albanie qui s'entête à dire ce que les Chinois pensent. Le « polycentrisme » est une réalité vivante en Europe orientale. La Pologne, qui faisait figure de pionnier il y a quelques années, est maintenant dépassée par la Roumanie quant à son indépendance à l'égard de Moscou et par la Hongrie dans le domaine de la libéralisation intérieure. Mais cette liberté relative n'est possible que dans un contexte de détente. Pour les partis communistes d'Europe orientale la « liquidation de la guerre froide », comme on l'appelait autrefois, est la condition indispensable de tout progrès.

La même chose vaut pour les partis d'Occident. La situation dans les pays « capitalistes » a beaucoup évolué depuis l'après-guerre. A cette époque on pouvait entretenir un climat de révolution chez une classe ouvrière qui se sentait rejetée hors du consensus national. Ce sentiment d'aliénation n'a pas disparu, mais la constitution d'un nouveau capitalisme à l'échelle « européenne » va exiger une stratégie plus souple. Les communistes vont être amenés à jouer un rôle proportionnel à leur influence « dans le système » ; ils ne pourront plus maintenir le refus global d'autrefois. Mais pour mener à bien la nouvelle tactique, il faut un climat de paix.

D'un autre côté, le monde capitaliste a vu une victoire électorale éclatante de la modération chez la puissance dominante, les États-Unis. Cette victoire peut être plus importante qu'elle n'en a l'air de prime abord. On est tellement conscient de ce qu'elle nous a épargné, qu'on ne regarde pas sa promesse de réalisations positives. Un fait remarquable qui a passé presque inaperçu c'est que pour la première fois depuis la guerre un candidat présidentiel a fait campagne sans les fulminations d'usage contre le diable soviétique. M. Johnson a parlé de la paix, de la « responsabilité », etc. mais il n'a pas jugé nécessaire d'insister sur le fait que lui aussi haïssait le diable et toutes ses oeuvres, que lui aussi allait tout faire pour combattre le communisme, et ainsi de suite.

On peut donner trop d'importance à ce qui n'est après tout, qu'un détail de la rhétorique électorale, mais je crois que ce détail est significatif d'une évolution importante. C'est peut-être la liquidation de la grande névrose. Depuis la guerre, les Américains n'ont pas su regarder le phénomène communiste froidement. Devant le communisme, la raison était bannie — le patient était saisi de paroxysme violent et n'était plus capable de parler calmement. Cette névrose, qui était à son comble à l'époque macarthyste, touchait évidemment moins les gouvernants que le peuple. Les gouvernants étaient devant les réalités concrètes d'un monde nucléaire. Ils avaient à collaborer avec des alliés qui ne voulaient pas se suicider pour mériter le titre de croisé. Même John Foster Dulles a fini par adoucir sa politique devant les « faits têtus » du monde réel.

Mais cet hommage à la santé de l'esprit faisait entrer un élément dangereux d'hypocrisie dans la politique américaine. On continuait à parler comme si on ne rêvait que de détruire le communisme diabolique, mais doucement, en cachette, on oeuvrait pour une entente avec la Russie. Le succès initial de Goldwater revient justement à ceci, qu'il exploitait chez les fidèles du parti républicain cette hypocrisie lâche qui s'était infiltrée — ô scandale — chez les Républicains eux-mêmes. L'extraordinaire hostilité des fanatiques de Goldwater envers les Républicains modérés — comme on l'a vu dans les manifestations de San Francisco — s'explique par le fait que l'on s'attend à entendre le sacrilège des non-croyants (les démocrates « socialistes »), mais dans la bouche des croyants, il fait scandale. Cet esprit sectaire a heureusement enlevé à Goldwater une bonne part de son appui républicain et a assuré la victoire de Johnson.

Mais cette victoire a assaini le climat politique. Finalement, la grande hypocrisie de la politique américaine était dénoncée devant le grand public — non plus par de petits groupuscules d'illuminés, mais par un candidat d'un des grands partis. Le moment que l'Establishment américain a voulu éviter à tout prix était venu quand même. C'était la minute de vérité, l'équivoque devait se résoudre. C'est là où la campagne de Johnson trouve toute sa signification. Il n'a pas essayé de mêler les cartes en faisant les sorties d'usage contre l'Union soviétique. A la différence de la politique intérieure, où le candidat démocrate louvoyait en se déclarant le candidat du « grand courant » (mainstream) américain, le candidat à la fois du « business » et des unions, des libéraux et des « vrais » conservateurs, en politique extérieure, Johnson laissait s'agrandir

le fossé. Il ne se désolidarisait pas de la politique véritable des administrations tant démocrates que républicaines; il l'avouait franchement.

M. Johnson a visé juste. Il a élargi le fossé dans l'espoir que Goldwater tomberait dedans, ce que le porte-parole des conservateurs américains a fait à merveille. Le peuple américain a montré qu'il savait depuis toujours que les politiciens étaient des hypocrites et qu'ils faisaient la paix en parlant de guerre, et il faisait savoir qu'il préférerait des hypocrites à des illuminés. Un politicien qui ferait vraiment tout ce qu'on a dit ? que Dieu nous en garde !

L'ambiance ne sera plus la même. La grande dénonciation, la minute de vérité est venue, est passée, et tout est toujours en place. Il n'y a pas eu de grande explosion de colère populaire. Du côté américain on peut s'attendre, à moins de durcissement de l'autre côté, à une politique plus franchement orientée vers l'accommodement. Si cette politique rencontre une plus grande compréhension de l'Est — et c'est là un espoir qu'on peut entretenir — il peut s'ouvrir devant nous la perspective d'un effritement de la guerre froide, même d'une entente entre l'Est et l'Ouest. Le grand obstacle actuel de cette entente c'est l'ambition atomique gaulliste, tant en France qu'en Allemagne. La bataille la plus décisive peut se nouer dans les mois à venir autour de la question d'une force nucléaire multilatérale. Les vieux égoïsmes nationaux, et l'obsession nucléaire qui en découle peut encore nous jeter dans le cauchemar d'une prolifération d'armes de destruction. ★

C. T.

CHARITÉ MAL ORDONNÉE

POUR la première fois un laïc a pris la parole au Concile récemment. Il s'agit de M. James Norris, un Américain, président de la commission internationale catholique de l'émigration, organisme dont le siège social se trouve à Genève. M. Norris a présenté devant les pères conciliaires un rapport sur « la pauvreté dans le monde ». Il a souligné, entre autre, que 16 pour cent de l'humanité — pour la plupart des peuples groupés autour de l'Atlantique Nord — possèdent l'essentiel des richesses du monde tandis que 70 pour cent des hommes se trouvent dans une situation difficile, souvent sous-alimentés. Or, de préciser M. Norris, la plupart des pays riches sont de tradition chrétienne.

Partant de ce rapport qui servait d'introduction à la discussion du schéma XIII (l'Eglise dans le monde), les membres du Concile y sont allés de suggestions diverses.

Le cardinal Frings, archevêque de Cologne, a recommandé que des conférences épiscopales mettent sur pied, dans tous les pays, des commissions en faveur des peuples déshérités, pour entreprendre une action, plus sur le plan social que charitable, afin de donner aux pays pauvres les moyens de s'aider eux-mêmes, de développer leurs propres techniques, de former leurs propres médecins et professeurs. Ce mouvement devra s'étendre sans distinction d'origine, de nation ou de religion.

Renchérissant sur ce propos, Mgr Pildain, évêque des Canaries (Espagne) a rappelé que le genre humain devait distribuer ses biens, qui ont une destination commune. Il a précisé que la propriété privée n'est qu'un moyen d'aboutir à cette distribution, puis, invoquant l'autorité de saint Thomas d'Aquin, il a affirmé « qu'en cas de nécessité, tout devient commun ». Ce principe qui vaut pour les individus, a-t-il dit, vaut également pour les peuples, aucune nation n'ayant le droit d'employer ses biens pour son luxe, alors que d'autres sont dans la misère. Ce n'est pas une question d'aumône mais un droit strict de justice. Il ne faut pas faire attendre les malheureux, car « en cas d'extrême besoin, prendre un bien est un droit ». (cf. *Le Devoir*, 6 nov. '64).

Ces propos vont très loin. On peut les rapprocher de ceux que tenait le cardinal Léger le printemps dernier. L'archevêque de Montréal s'était demandé, devant les membres de l'Association des manufacturiers de produits alimentaires réunis en congrès à l'Estérel, comment il se faisait que, dans un grand pays comme le nôtre, « dont la terre est si fertile qu'on le considère comme le grenier du monde, nous n'arrivons pas à nous organiser pour donner du pain à chacun de ses 18 millions d'habitants ».

Pourquoi ? s'est demandé le cardinal, et la réponse est venue nette et rapide : « Parce que notre système social est défectueux. » (cf. *La Presse*, 7 avril 1964).

Ces propos ont pu paraître énormes dans la bouche de l'archevêque, car d'une part, il n'est pas courant d'entendre un prince de l'Eglise faire allusion aussi précisément au « système social », et d'autre part, si on admet qu'il y a de la misère dans le monde, on a du mal à admettre qu'il y en a également en Amérique du Nord.

Le monde a bondi il y a deux ans quand le président Kennedy a lancé la campagne contre

la pauvreté en s'appuyant sur des données statistiques précises pour dire que 30 pour cent des gens aux Etats-Unis vivent dans la misère. Ce chiffre est effarant pour un pays qui est le plus riche du monde.

Le Canada est-il mieux partagé ? M. Marcel Pépin, le secrétaire général de la Confédération des syndicats nationaux, a rappelé devant les membres de la Chambre de commerce de Montréal au début du mois dernier des chiffres qui ne sont pas moins effarants. Les données du recensement fédéral de 1961, a-t-il dit, révèlent que 13 pour cent de la population canadienne disposent de revenus inférieurs au minimum vital (que les spécialistes fixent à \$3,000 pour une famille de quatre personnes, et \$1,500 pour un célibataire), et 22 pour cent disposent tout juste de ce minimum.

Au Québec, d'enchaîner M. Pépin, 25 pour cent des familles de cultivateurs vivent dans la misère, et 45 pour cent dans un état de privation permanente. C'est dire qu'une importante proportion de la population du Québec ne dispose pas du minimum vital correspondant au niveau des conditions économiques actuelles.

Ces pourcentages ne sont qu'approximatifs car les statistiques sur la pauvreté dont on dispose présentement manquent de précision, d'où l'urgence d'une enquête approfondie sur la question. Toutefois, de préciser M. Pépin, ces pourcentages, pour approximatifs qu'ils soient, nous permettent déjà de conclure à la quasi-faillite du régime capitaliste en ce qui concerne la satisfaction des besoins humains et une répartition équitable des ressources. (cf. *Le Devoir*, 4 nov. '64).

Hélas, ce genre de faillite n'empêche pas le capitalisme de dormir. C'est un système basé sur la philosophie du chacun-pour-soi et le bon Dieu pour tous. A ses yeux, la misère sociale n'est qu'une affaire d'aumônes, et encore, ses aumônes, les distribue-t-il fort mal — dans la région de Montréal du moins.

S'appuyant sur les données d'une enquête récente, M. Philippe Garigue, doyen de la faculté des Sciences sociales de l'université de Montréal, a dit à un colloque de la Chambre de commerce le mois dernier que les oeuvres de charité anglo-protestantes de Montréal recueillent des souscriptions de cinq fois supérieures aux oeuvres françaises catholiques, proportionnellement à la population de chacun des groupes. Ce décalage est dû au fait que la Plume rouge reçoit 72 pour cent de ses revenus de l'industrie, alors que la Fédération des oeuvres ne reçoit que 27 pour cent de ses revenus de cette même source.

« L'industrie et le commerce montréalais, a noté M. Garigue, ont une conception très particulière de la justice sociale. Ils agissent comme s'ils étaient convaincus que les besoins des indigents de 30 pour cent de la population (qui est aussi la proportion la plus riche) sont plus importants que les besoins des indigents de 70 pour cent de la population, formant la proportion la moins nantie. »

Chiffres à l'appui, M. Garigue ajoute que si l'on compare le revenu que les divers organismes retirent de leurs campagnes de souscription, à la population de chaque groupe religieux-linguistique, on découvre que le Canadien français de Montréal dispose de \$1.80; le Juif, de \$6.75; l'Anglo-catholique, de \$8.00 et l'Anglo-protestant, de \$9.00.

Pour corriger ces vices de répartition, M. Garigue propose trois solutions, à savoir: (1) que l'Etat prenne charge des services, et donc impose des taxes en conséquence; 2) que les Canadiens français transforment rapidement le contrôle économique de Montréal et prennent la majorité des postes de direction, de manière à subvenir aux oeuvres en tant que chefs d'entreprise; 3) que les chefs actuels d'entreprise acceptent la responsabilité de l'ensemble des besoins communautaires, sans égard aux groupes linguistiques.

Il est une quatrième solution, actuellement à l'étude, et qui consiste à fusionner la campagne de souscription de la Fédération des oeuvres avec celle de la Plume Rouge. (cf. « Le Devoir », nov. '64).

Comme on le voit, nous sommes encore loin des grands principes énoncés au Concile. A Montréal, même la charité s'exerce à l'enseignement du séparatisme. Cela ressemble bien à la philosophie du chacun-pour-soi. On ne saurait mieux démontrer à quel point l'« aumône » capitaliste n'est rien d'autre qu'une odieuse hypocrisie.

C'est le capitalisme — système en honneur dans les pays riches et incidemment de tradition chrétienne — qui fait que 70 pour cent de l'humanité vit dans la misère. Il incombe aux Etats d'enrayer ce fléau et de mettre un terme à cette farce des aumônes discrétionnaires. C'est la première suggestion de M. Garigue qu'il importe de retenir. Il faut que l'Etat prenne charge de l'administration de la justice sociale et impose des taxes en conséquence.

Les déshérités n'ont pas besoin d'aumônes. Ils ont besoin de justice. C'est pour eux un droit strict, un droit que Mgr Alba Palacios du Mexique a magnifiquement décrit au Concile en affirmant que « le superflu des nations riches appartient aux nations pauvres ». Dans le contexte capitaliste, cette formule se traduit comme suit: « le superflu des classes riches appartient aux classes pauvres » ★

J. P.

LE RAPPORT PARENT

La deuxième tranche du rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement (Commission Parent) s'est fait attendre. Mais il faut maintenant féliciter les membres de la Commission d'avoir pris le temps nécessaire pour produire une oeuvre de qualité.

Le deuxième volume du Rapport Parent est une oeuvre impressionnante, et je ne veux pas parler du nombre de pages. L'importance des problèmes abordés et l'ampleur des réformes proposées ont ce qu'il faut pour impressionner. Mais il y a plus: contrairement à ce qui est à craindre de ces grosses machines officielles que sont les commissions royales, le rapport Parent n'est pas une salade grandiloquente dont les ingrédients seraient seulement les idées reçues et l'apologie de l'ordre établi. Il n'est pas non plus un ensemble de pièces disjointes, liées entre elles de façon plus ou moins arbitraire. Le rapport Parent est une construction cohérente. On pourrait même s'arrêter à louer la qualité de sa présentation, et ce ne serait pas de la complaisance. Le rapport Parent se lit bien. Il n'est pas une oeuvre pour techniciens. Sachant ce qu'il avait à dire, les commissaires n'ont pas eu besoin de se cacher derrière des formules savantasses et obscures. Ils ont cherché à parler clair, et ils ont réussi.

Une lecture (encore partielle et rapide) du deuxième texte de la Commission Parent nous oblige à reconnaître la qualité de la réflexion qui a présidé à sa rédaction. Même si nous n'étions pas d'accord avec quelques-unes de ses propositions, il faudrait respecter la qualité de l'oeuvre qui nous est présentée. Il ne fait aucun doute que les solutions proposées sont le résultat d'une réflexion sérieuse et non d'un compromis avec des intérêts occultes. La Commission Parent a travaillé sous le signe de la lucidité et du courage. Cela commande le respect.

Le rapport Parent-II est une oeuvre à lire. Pour cela, il est à souhaiter que le ministère voit à ce qu'il soit facilement accessible. Nous souhaitons même que le ministère public, dans une édition à prix populaire, au moins les chapitres I et II de ce Rapport. Ces deux chapitres, en effet, forment à eux seuls une oeuvre complète, dégagée de toutes considérations de détail et qui présente l'ensemble des réformes proposées en plus d'exprimer clairement les principes qui appuient ces réformes. Serait-ce exagéré que de souhaiter voir distribuer ce texte à tous les enseignants par les soins du ministère? Ce serait répondre à un vœu de la Commission elle-même: elle demande en effet que le personnel enseignant soit « sans cesse éveillé aux courants nouveaux de l'éducation dans son ensemble ». Ce serait, en tous cas, rendre hommage à un texte qui le mérite bien. ★

J. T.

Le procureur dans la cité

par André LUSSIER

*« Il est difficile à celui qui a le pouvoir
entre les mains de n'en pas abuser. »
ANATOLE FRANCE*

“ LA sécurité à tout prix lançait Bernanos, c'est l'esclavage. »

Dans l'Etat du Québec, ces mois-ci, les tenants des libertés démocratiques ont-ils lieu de s'alarmer ? Ne s'agite-t-on pas pour une tempête dans un verre d'eau ? Personnellement, je me méfie de ceux qui refusent de s'inquiéter à la vue des étincelles et qui disent béatement : « le feu n'est pas pris. » Entre les méfaits de l'ère duplessiste et ceux dûs aux Etats policiers totalitaires, il n'y a pas de commune mesure, c'est entendu. Mais cela n'empêche pas l'ère duplessiste d'être une calamité. Toute tentative vers un Etat policier porte en germe la maladie monstrueuse de la dictature et annonce son retour possible. La police au service du pouvoir et non de la communauté. Le procureur, valet du roi et non serviteur du peuple tout entier, voilà les signes de maladies infectieuses graves, à quelque degré que ce soit de leur évolution. L'indifférence ici n'a pas sa place.

De grands hommes de loi nous ont déjà prévenus que la vigilance vraie du citoyen en système démocratique ne devait pas porter que sur la prévention des catastrophes spectaculaires. Plus les grands maux sont improbables, plus il faut se méfier des sourdes infiltrations de l'ennemi par excellence des libertés démocratiques : l'ivresse du pouvoir. En 1962, période où rien d'alarmant ne se montrait à l'horizon, Lord Radcliffe, s'élevant contre les méfaits de la censure, ne se fit pas scrupule de s'adresser ainsi à ses concitoyens : « Si nous cessons de mettre à jour l'analyse de ce que nous voulons protéger, nous pourrions bien nous trouver un jour dans la position de ceux qui défendent encore la forteresse sur la colline, alors que l'ennemi circule librement parmi nous. »

Au Québec, depuis quelques années, la mise en cause de tout notre système fait qu'il y a lieu

de s'inquiéter, nous le savons. Le plus inquiétant, c'est quand l'homme au pouvoir est habité par la peur.* Dès lors les libertés fondamentales courent de grands risques, car cette peur, il voudra la cacher. Il se jettera alors dans les bras d'une politique de force, de force extérieure. La police, l'intimidation, la prison vont masquer son insécurité. C'est à ce moment qu'il risque de délirer en voyant des ennemis partout. C'est à ce moment que la voix de la libre démocratie risque de se laisser baillonner, car tout ce qui n'est pas soumission devient alors « danger public. »

Dans cette conjoncture, le Procureur aura à choisir entre la grandeur ou la petitesse. Il sera grand dans la mesure où la sagesse, la pondération, le désintéressement et la générosité l'inspireront ; petit, s'il devient servile, prêtant sa voix pour faire choeur avec le pouvoir, vociférant le refrain des menaces et sacrifiant le discernement au profit de la suspicion.

Au cours de périodes troubles, un gouvernement peut donner la mesure de l'étroitesse de ses vues et de l'étendue de son insécurité dans le choix qu'il fait du ministre responsable de la Justice. Ce sera le cas si le critère qui préside au choix est le besoin de faire parade de bravoure, d'intrépédicté ostentatoire, le besoin de mettre en avant un chevalier sans peur et sans reproche, une sentinelle capable de relever le défi par le défi.

Quand tel est le cas, il faut le déplorer intégralement car c'est là la politique idéale pour perpétuer et accentuer le mal que l'on veut contenir, politique à l'image même de nos prisons que des experts, il y a plus de vingt cinq ans, qualifiaient de « crime breeding factories. »

* Aucune référence n'est faite ici à une crainte passagère et réaliste ; aussi, nous pensons que le gouvernement était justifié de craindre des incidents graves lors du récent passage de la reine et de prendre des mesures raisonnables mais non barbares en conséquence. C'est plutôt à un état d'esprit généralisé que nous faisons allusion.

Le Procureur, digne de sa fonction, est l'homme qui, particulièrement en période trouble, commande le respect dans toutes les couches et dans tous les secteurs de la société.

L'homme qui se donne dignement à sa tâche, en toute abnégation, peut gagner le respect même de ses adversaires. On se mérite le respect, on ne peut pas le forcer. L'intimidation produit en surface des résultats temporaires dont il ne faut pas trop se réjouir, car en profondeur elle n'a fait qu'envenimer les choses. Seul le primaire se dit : il me craint, donc il me respecte. Pour l'homme dont c'est la fonction que de faire respecter la loi, pour lui plus que pour tout autre, ce respect ne peut se gagner que s'il fait preuve d'humilité, de modestie et de générosité, ces grandes oubliées du monde judiciaire. Quoi que l'on dise, ces vertus n'ont rien d'incompatible avec la fermeté requise pour imposer, selon la justice, le respect de la loi.

Ce dont le hors-la-loi a le moins besoin, c'est d'avoir à faire face à l'arrogance. L'air satisfait de son juge devient l'incitation la plus sûre à la récidive. Ce à quoi le délinquant est le plus sensible, c'est à l'attitude hautaine et méprisante (et méprisable !) du représentant de la loi dont la pensée se montre ainsi toute nue : « Je ne suis pas un hors-la-loi, moi ; je ne suis pas un dévoyé, moi... Je passe dans vos rangs la tête haute. Je suis la loi et la vertu, il vous reste la honte... Ce qui me lie à vous, c'est que je vous tiens, et rien d'autre que mon pouvoir sur vous ne nous lie... » Il veut forcer le délinquant à faire amende honorable ; sa conscience est fermée au fait que ce serait à lui, tout au contraire, à faire cette amende honorable au nom d'une société qui n'a pas su faire les places équitables dans ses rangs.

Si l'homme de loi savait sympathiser avec l'accusé (ce qui est contraire à toute sa formation), s'il savait se reconnaître dans tout criminel, il cesserait d'être dans sa personne un agent de provocation pour ceux qui en ont contre la Cité. Mais l'Histoire nous dit que c'est là exiger trop de vertu. Combien d'hommes ont résisté à l'appât de la gloire par la force quand la force leur eût été magnifiquement remise entre les mains ?

En effet, « le glaive (et non la balance) a derrière lui une jurisprudence victorieuse... Le glaive n'est pas une arme dans les mains de celui qui tient la balance. Il est au contraire une menace pour lui. Depuis cent cinquante ans les juges ont cédé à la force... La justice n'est-elle qu'un gant de velours sur la main de fer de la force ? Le juge évite de se poser la question... » Mais pourquoi ? Casemayor en conclut que l'homme de loi tient à cette force et « renonce difficilement à ce qui le distingue d'autrui. »

Ce qui rappelle le faste du costume, si cher aux esprits totalitaires. « Toute la symbolique du costume est univoque. Elle vise à impressionner, à séparer, jamais à rapprocher. » Tout est orchestré de façon à pousser le délinquant à s'enfoncer davantage dans sa délinquance. Il n'y voit, à juste titre, que la résurgence des motifs de sa révolte.

Dans cette lutte entre deux volontés, toute ma sympathie va à l'opprimé, au délinquant, sans pour cela approuver ni encourager son action. Il a ma sympathie parce qu'il ne se considère ni meilleur, ni moralement supérieur aux autres. Il se bat pour une cause, soit individuelle, soit collective, de bonne foi, avec les moyens et les justifications que la société elle-même, en très grande partie, lui a fournis. Tandis que l'autre, qui n'hésite pas à jeter la première pierre, me demande pour le suivre de sacrifier aux dieux de l'orgueil, de la vanité, de la suffisance. Je suis contre la violence, contre le crime, l'anarchie, je suis pour l'ordre et la justice, mais j'éprouve plus de sympathie pour le délinquant qui lutte avec l'énergie du désespoir contre la Cité qui n'a jamais su l'accueillir, plus de sympathie pour celui-là que pour le pharisien satisfait et le bourgeois en possession tranquille de sa vérité.

Le danger vient moins du fait qu'il y ait, ici ou là, des hommes disposés à abuser du pouvoir, qu'il ne vient d'un groupe social enclin à favoriser ce type d'hommes en échange du tranquille esclavage de la sécurité à tout prix.

Nous avons besoin d'hommes de loi qui sauront user du pouvoir davantage pour servir que pour se servir. Sachons nous mériter des hommes qui n'ont pas envie de l'arène publique pour se créer un personnage sous le couvert de services rendus au bien commun.

La plus sûre garantie contre cette tentation ne serait-elle pas précisément ce qui vient de se produire chez nous au sein des forces démocratiques ? Toute cette protestation cohérente et imposante qui s'est élevée comme un mur. Les institutions et les groupements démocratiques qui jouent enfin leur rôle !

Nous aurons les hommes que nous méritons. A en juger par les saines réactions de ces derniers temps, (et si elles se montrent prêtes à surgir à tout moment critique), nous pourrions espérer nous gagner des hommes qui respectent les libertés démocratiques ou qui, à tout le moins, n'osent s'y attaquer.

Puissent nos poètes poursuivre en paix leurs œuvres et n'avoir pas, comme Milton, à s'interrompre pour nous donner un nouvel Aréopage.

(Suite au bas de la page 9)

LE RAPATRIEMENT DE LA CONSTITUTION

par Jacques-Yvan MORIN

de la faculté de Droit,
Université de Montréal

DEPUIS deux ou trois ans que dure, au Québec, l'agitation en faveur de profondes transformations dans le régime constitutionnel canadien, on pouvait s'attendre à un certain raidissement de la part du Canada anglais. Cette réaction s'est manifestée récemment à Ottawa, lors de la conférence fédérale-provinciale sur le rapatriement de la Constitution, alors que le gouvernement québécois s'est vu forcé d'enfiler une discrète camisole de force.

L'histoire constitutionnelle du Canada, est inscrite principalement dans une série de lois du Parlement de Westminster, ainsi que dans les arrêts interprétatifs du Comité judiciaire du Conseil privé. La Constitution actuelle, votée à l'époque où les provinces canadiennes étaient encore des colonies de la Couronne, demeure aujourd'hui encore une simple loi britannique. On comprend facilement l'ambition du gouvernement canadien, apparente dès la Conférence impériale de 1926, de « rapatrier » cette loi fondamentale en obtenant la compétence voulue pour la modifier au Canada. Depuis la conférence fédérale-provinciale de 1935, alors que tous les gouvernements, sauf celui du Nouveau-Brunswick, (approuvèrent le principe du

rapatriement, on cherche en vain le mode d'amenagement qui soit acceptable à la fois aux provinces anglophones, au pouvoir central et au Québec. Le compromis qui vient d'être adopté, fruit des travaux commencés en 1960 par la conférence des ministres de la Justice, constitue, à première vue, une concession majeure au Québec, mais en réalité, la situation politique a tellement évolué depuis trois ans que la solution à laquelle le gouvernement Lesage a donné son adhésion se retourne en définitive contre le Canada français.

Le poids de la tradition

L'influence de la tradition a toujours été forte chez nous, même lorsque nous risquions de nous y embourber. Cette affaire de rapatriement en est un bel exemple. Pendant près de trente ans, le gouvernement québécois s'est figé dans une attitude défensive, craignant que le transfert du pouvoir constituant ne permette à une majorité des provinces de modifier à son détriment l'équilibre constitutionnel. En 1932, Taschereau déclarait qu'il ne saurait abandonner les institutions du Québec au caprice d'une telle majorité et Duplessis lui faisait écho quand, lors de la conférence de 1950, il réclamait une constitution fondée sur des « bases intangibles » en matière de langue, de religion, d'enseignement et de droit civil. Cette attitude était en partie justifiée à l'époque, alors que la vague de centralisation de l'après-guerre atteignait son point culminant et que le Canada français ne faisait que commencer à prendre conscience de sa situation politique et socio-économique. Il était alors fortement question d'adopter une législation sociale au niveau fédéral, de même qu'un régime d'hospitalisation; plusieurs commissions d'enquête nommées par le gouvernement central depuis 1937 (Rowell-Sirois, Marsh) avaient en effet soumis des conclusions invitant l'intervention d'Ottawa dans ces domaines. La réaction saine de la part du Québec eût été de devancer le pouvoir central en améliorant le régime social, mais on ne pouvait en attendre autant

LE PROCUREUR...

(Suite de la page précédente)

gitica. Mais si, dans la Cité, les conditions faites à la liberté d'expression l'exigeaient, souhaitons que leur voix, et celle de tous nos écrivains, et celle de tous ceux qui disposent de la parole, s'élèvent pour redire après Milton : « Messieurs qui gouvernez, puissiez-vous vous rappeler qu'un jour on fit éclater en morceaux la déesse Vérité... et que depuis lors nous sommes tous péniblement en quête de toutes les parcelles éparses... Cessez, nous vous prions, de vous tenir à tous les tournants... pour paralyser notre recherche. » (Aréopagitica, ou « De la liberté de la presse non censurée, 1644, traduction libre). ★

A. L.

de la part d'un gouvernement axé sur la tradition et dépourvu, au demeurant, de ressources financières suffisantes; nos hommes politiques se métamorphosèrent donc en conservateurs de musées.

Les attitudes défensives privent rarement l'adversaire de l'initiative. Le gouvernement fédéral avait décidé, dès 1949, de prendre seul l'initiative de rapatrier certaines parties de la Constitution, alléguant que les droits des provinces n'étaient nullement en cause puisqu'il s'agissait essentiellement du pouvoir de modifier les institutions et les compétences fédérales.⁽¹⁾ Toutefois, l'extrême imprécision de la loi transférant le pouvoir constituant, devenu l'article 91 (par. 1er) de l'A.A.N.B., ne laissa pas d'inquiéter le Québec. A la conférence de 1950, Duplessis en réclama l'abrogation et déclara qu'elle devrait être étudiée à nouveau en conférence, comme partie de l'ensemble du processus d'amendement; en d'autres termes, aucune partie de la Constitution ne devrait être modifiée sans que les provinces soient consultées. Sur ce point, comme sur la question de la majorité requise pour modifier les compétences provinciales (A.A.N.B., art. 92), la conférence échoua et le projet de rapatriement fut abandonné pendant une dizaine d'années.

Lorsque le gouvernement fédéral décida de renouveler la tentative, en octobre 1960, la scène politique s'était profondément modifiée. Les conservateurs avaient accédé au pouvoir à Ottawa et, à Québec, l'Union nationale avait cédé la place aux libéraux. Des hommes nouveaux et dynamiques prirent place à la table de conférence. Toutefois, ces changements ne suffirent pas à modifier les attitudes fondamentalement opposées du Canada anglais et du Québec.

La formule Fulton

Le nouveau mode d'amendement proposé par le ministre fédéral de la Justice avait pourtant l'avantage de répondre à la plupart des objections soulevées naguère par Duplessis. Non seulement l'usage du français ne pouvait être l'objet d'un amendement constitutionnel sans le consentement unanime des provinces — ce qui avait pour effet de donner un droit de veto au Québec — mais encore les compétences provinciales elles-mêmes se trouvaient protégées par la règle de l'unanimité. Un pareil mode d'amendement relève plutôt du régime confédératif que du fédéralisme au sens strict, mais le gouvernement central estimait sans doute que cette concession était essentielle à l'adhésion du Québec. Quant aux modifications de la Constitution qui pouvaient être acquises sans l'unanimité, elles étaient sujettes au consentement des législatures des deux tiers des provinces représentant au moins 50% de la population du Canada selon le dernier recensement.

Le représentant du Québec à la conférence de 1960-61, M. P. Gérin-Lajoie, ne se montra pas pour autant satisfait. Reprenant l'objection de Duplessis à son compte, il déclara que l'attitude de son gouvernement était subordonnée à l'abrogation ou la révision de la loi de 1949 autorisant le Parlement fédéral à procéder seul à la modification des parties de la Constitution que l'on prétendait ne concerner que le pouvoir central.⁽²⁾ D'autre part, en ne posant que cette seule condition au consentement du Québec, le ministre provincial s'engageait en quelque sorte à se rallier au rapatriement de la Constitution si le gouvernement fédéral acceptait d'abandonner ou de reviser la loi de 1949. C'est cet engagement qu'il dut respecter lors de la conférence du mois d'octobre. Le sort voulut que dans l'interval, le Québec soit transformé par la « révolution tranquille »; le nouveau mode d'amendement ne tient aucunement compte de ce fait capital.

L'évolution du Québec

Depuis plusieurs années, on assiste à de profonds changements dans la mentalité québécoise. L'attitude défensive qui fut depuis la conquête l'une des principales caractéristiques du Canada français fait place depuis l'époque du rapport Tremblay (1956), à un dynamisme si inattendu que d'aucuns n'arrivent à se l'expliquer. Est-ce le vieillissement des structures? Est-ce l'effort dans le domaine de l'enseignement qui commence enfin à porter ses fruits? Est-ce une réaction trop longtemps contenue contre la politique envahissante du gouvernement central? Ne serait-ce pas plutôt le fait d'une classe moyenne qui aspire à la fonction économique ou d'une jeunesse qui a peu de souvenirs, qui prend conscience de la valeur du cadre national et pour laquelle la fin de l'après-guerre ouvre des horizons illimités? Tous ces facteurs et bien d'autres encore expliquent le réveil du Québec et le nouveau rôle de l'Etat provincial.

Depuis 1960, le gouvernement a modernisé les structures de l'enseignement, amorcé la reconquête économique, créé le Conseil d'orientation économique et la Société générale de financement, institué l'assurance-hospitalisation et posé les fondements de la caisse de retraite. Toutefois, ce ne peut être là qu'une préfiguration de l'avenir car les besoins à satisfaire restent extrêmement chargés: domestiquer, planifier l'économie au profit du peuple, ouvrir les portes de l'enseignement supérieur à tous ceux qui, dépourvus de moyens, ont le talent nécessaire pour servir la collectivité, construire une société qui soit l'héritière de nos traditions les plus fécondes et qui constitue en même temps un cadre de vie adapté aux besoins du siècle. Les citoyens acceptent de plus en plus cette orientation nouvelle et la jeunesse étudiante, qui est l'image de nos lendemains, a marché sur

Québec pour dire aux gouvernants que sans une politique sociale radicale, l'autonomie traditionnelle risquait de ne servir que les seuls possédants.

Ce nouveau concept de l'Etat québécois heurte de front l'idéal anglo-canadien d'un Etat fédéral dynamique et puissant. Venus avant le Canada français à la notion de l'Etat social moderne, nos compatriotes s'imaginent volontiers que le progrès s'identifie inmanquablement avec le règne de leur majorité et avec la centralisation. Leur inquiétude s'éveilla à compter du moment où le Canada français comprit que son salut résidait dans la construction d'un Etat québécois fort et surtout lorsqu'il devint évident que la volonté de transformation du Québec risquait de bouleverser l'équilibre constitutionnel existant. Mieux valait donc rapatrier la Constitution le plus vite possible, avant que les revendications du Canada français n'atteignent des proportions démesurées. Dans cette perspective, le mode d'amendement rigide, réclamé par le Québec au temps de Duplessis, devenait un étouffoir dont on pouvait maintenant se servir à l'encontre des ambitions québécoises.

Pris à notre propre piège

Le projet de mode d'amendement qui vient d'être adopté à Ottawa n'est autre que la formule Fulton, modifiée de manière à y inclure les pouvoirs d'amendement que le Parlement central s'était arrogé en 1949. On a donc ajouté trois articles au projet initial, par lesquels l'article 91 (par. 1er) de l'A.A.N.B. est en partie relégué aux oubliettes. Le Parlement fédéral peut encore modifier seul la Constitution à l'égard des organes exécutif et législatif du Canada, mais certains aspects de la structure et du fonctionnement de ces organes ne pourront faire l'objet d'un amendement sans que les Etats-membres ne soient consultés et n'aient donné leur accord. C'est ainsi qu'une majorité des deux tiers des provinces sera requise pour modifier les fonctions de la reine ou du gouverneur général ou les prescriptions existantes concernant la nomination des sénateurs par le gouvernement central, ainsi que le nombre de sénateurs auquel une province a droit, ou encore le principe de représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des communes. Quant à l'usage du français ou de l'anglais au sein des organes fédéraux, toute modification est assujettie à la règle de l'unanimité.

L'organe constituant défini par le nouveau projet est donc d'une complexité extraordinaire. Tantôt c'est le Parlement fédéral agissant seul, tantôt c'est l'ensemble des provinces et des organes centraux agissant de concert, mais selon des modalités diverses en ce qui concerne le vote. Si l'on se plaçait dans la perspective de la théorie classique, ce mode d'amendement présenterait de

nombreux accrocs au fédéralisme. Le pouvoir du Parlement de modifier seul certaines parties de la Constitution est certainement contraire au principe de la participation des Etats-membres à la définition des situations juridiques communes; de même, la règle de l'unanimité, avons-nous dit, relève davantage de la confédération que de la fédération. Toutefois, ces anomalies, qui tiennent au caractère particulier du fédéralisme canadien, ne constituent pas la principale objection que l'on puisse formuler à l'encontre du projet de rapatriement.

En effet, si nous nous plaçons dans la perspective du Québec nouveau qui naît sous nos yeux, nous constaterons que le mode d'amendement proposé protège très efficacement les compétences du Québec, ainsi que l'usage du français au Parlement, mais qu'il offre précisément l'inconvénient de les trop bien protéger. Nous ne sommes plus à l'époque où l'on pouvait craindre la disparition du français à la Chambre des communes ou les empiètements des organes centraux sur les compétences des provinces; nous réclamons maintenant l'usage du français dans les autres provinces et les pouvoirs législatifs nécessaires pour faire du Québec un centre de décision dans les domaines économique et social. Nous entendons obtenir le respect des droits de nos minorités ainsi qu'un statut constitutionnel particulier pour l'Etat québécois. Il devient alors évident que l'effet de la nouvelle formule d'amendement consiste surtout à protéger le gouvernement central et les provinces anglophones contre la volonté de transformation qui se fait jour au Québec. Certes, l'usage du français et les dispositions constitutionnelles relatives à l'enseignement ne pourront être modifiées sans le consentement de la Législature du Québec. Voudrait-on, toutefois, élargir les droits linguistiques et scolaires des Canadiens-Français de la diaspora? Une province quelconque pourra alors bloquer tout progrès.

Les plus grandes difficultés apparaîtront lorsque le Québec voudra se faire reconnaître des pouvoirs législatifs plus étendus et faire modifier la structure ou le mode de nomination des organes fédéraux. Supposons qu'il veuille obtenir, par exemple, une compétence exclusive à l'égard du mariage, des sociétés ou des caisses d'épargne; supposons en outre que le Comité de la Constitution, qui n'a pas été consulté officiellement sur la question du rapatriement, en vienne à la conclusion que le Sénat fédéral ne joue pas son rôle de défenseur des droits provinciaux et que sa composition devrait être modifiée; supposons enfin que le Comité réclame pour le Québec le pouvoir de conclure des accords internationaux dans les domaines qui relèvent de sa compétence. Le Québec se heurtera alors à la règle des deux tiers et à l'impossibilité pratique de modifier la Constitution sur des points essentiels.

Toute la difficulté vient de ce que le gouvernement québécois s'en est tenu à la tactique défensive de l'époque Duplessis, alors qu'il eût été opportun de poser la question du statut particulier dont le Québec entend se doter. La formule Fulton remaniée tend plutôt à instituer un régime uniforme pour toutes les provinces; nous nous acheminons donc vers une série d'impasses. Faudra-t-il que le Québec procède alors par voie d'ultimatum? C'est la position inconfortable dans laquelle il risquerait de se retrouver.

Le système des délégations

D'aucuns pensent que toutes ces difficultés s'effaceront grâce à la seconde partie du projet de loi, qui a trait à la délégation du pouvoir législatif. Il suffira que les provinces délèguent leurs pouvoirs au Parlement central et que celui-ci délègue des compétences à certaines provinces pour que le Québec se voit du coup attribuer une sorte de statut particulier. Mais n'oublions pas que si la délégation vers le centre est possible dans les faits, grâce au mouvement d'intégration et de centralisation que connaît le Canada anglais, la délégation vers la périphérie n'intéresse sérieusement que le Québec. Pour le cas où celui-ci ferait mine de revendiquer une telle délégation, il lui faudrait alors, selon l'art. 12(4) du projet, obtenir le consentement du Parlement central ainsi que l'acceptation d'une délégation semblable de la part d'au moins trois autres provinces. Ici encore, toutes les précautions ont été prises contre un Québec trop dynamique. Non pas que toute concession soit exclue, mais il faudra compter avec des obstacles presque infranchissables.

Au Canada anglais : inquiétude

Il est intéressant de noter la réaction du Canada anglais au projet de rapatriement. Déjà, en 1960-61, le gouvernement de la Saskatchewan s'était objecté fortement à la règle de l'unanimité, alléguant que les provinces se verraient de la sorte attribuer un véritable "droit de veto" sur toute modification de la Constitution.⁽¹⁾ Le parti libéral ayant gagné les dernières élections en Saskatchewan, les difficultés se sont aplanies comme par magie à la conférence d'octobre, mais le courant d'opinion défavorable à la formule Fulton est loin d'être mort. La *Winnipeg Free Press* soutenait, il y a quelques semaines, que le nouveau mode d'amendement constitue une véritable camisole de force pour le gouvernement fédéral, tout en permettant aux provinces d'éroder peu à peu les compétences centrales. De même, le député A. Brewin, du N.P.D., exprimait sûrement l'avis d'un bon nombre de parlementaires fédéraux lorsqu'il déclarait, tout récemment, que les compétences provinciales devraient être susceptibles d'amendement par les deux tiers des pro-

vinces. Et M. Brewin de s'étonner que les Québécois, qui désirent des changements constitutionnels « fort justifiables », aient accepté la solution Fulton.

* * *

Le processus d'amendement est une partie vitale de toute constitution. L'organe qui possède le pouvoir de modifier la structure d'un Etat, d'orienter l'activité de ses institutions et de répartir les compétences, est maître de cet Etat. Ces propositions, vraies pour l'ensemble des Etats, le sont encore davantage dans les fédérations, au sein desquelles la structure du pouvoir et le partage des fonctions étatiques prennent une importance capitale pour les collectivités en présence. Au Canada, le mode d'amendement comme la Constitution elle-même doivent tenir compte de la présence de deux nations distinctes vivant au sein de l'Etat et du fait que l'une de ces nations n'est représentée, à toutes fins pratiques, que par l'un des Etats-membres. Il serait donc raisonnable d'adopter ici un mode d'amendement qui, non seulement protège certains droits fondamentaux de la nation minoritaire, mais lui permette également d'obtenir par des moyens normaux le *self-government* accru qu'elle réclame. La nouvelle formule de rapatriement offre le double désavantage de lier les mains des provinces anglophones, qui sont pour la plupart en mal de centralisation, et d'imposer des obstacles presque insurmontables à la volonté de changement du Québec. Le projet est donc gros de difficultés pour l'avenir et ne contribuera certainement pas à faciliter le dialogue nécessaire entre *Canadians* et *Canadiens*. Au lieu de favoriser la création d'un nouvel équilibre constitutionnel qui tienne compte de l'évolution du pays, le mode d'amendement proposé pourrait même avoir pour effet d'intensifier la crise de l'Etat.

Dans une lettre à M. D. Fulton, M. Gérin-Lajoie écrivait, le 31 janvier 1962, que le gouvernement québécois était d'avis qu'il appartenait à la Législature provinciale de se prononcer sur le mode d'amendement à la Constitution. Il faut espérer que la Législature, lorsque le projet lui sera soumis, en examine attentivement tous les avantages et tous les inconvénients. Il serait même préférable qu'elle retienne son consentement jusqu'à ce que le rapport du Comité de la Constitution lui soit soumis. Elle serait alors en mesure de décider à quelles conditions elle pourrait approuver le mode d'amendement d'une Constitution qui a beaucoup plus besoin d'être modernisée que « rapatriée ». *

J.-Y. M.

NOTES

- (1) *Acte de l'Amérique du Nord Britannique* (No 2), 1949, 13 Geo. VI, ch. 81.
- (2) Communiqué par l'hon. P. Gérin-Lajoie, 7 décembre 1961.
- (3) *Government of Saskatchewan, Press Release* by Hon. R. A. Walker, Attorney General, November 3, 1960.

Les prisons ont-elles un avenir?

par Denis SZABO

Institut de criminologie
Université de Montréal

« Il n'y a pas de prison dans la Cité, si ce n'est une tour où sont écroués les ennemis rebelles. » The Campanella, Civitas Solis. Utrecht, 1643. (Traduction française, Vrin, Paris, p. 95).

« We conclude that the present prison system is antiquated and inefficient. It does not reform the criminal. It fails to protect society. » Mémoire du National Commission on Law Observance and Enforcement (1930), cité par Bates, S., Prisons and Beyond, New York, Macmillan, 1938, p. 63.

« Experience suggests that... deterrent power lies fundamentally not in severity of punishment, but in certainty of detection and punishment; an efficient police and the swift and certain administration of justice are its first line weapons. » Fox, L. W., The Modern English Prison. London, Routledge, 1933, p. 31.

« If the policy of the prison... exhibite... inconsistency, we might do well to look at the inconsistency of the philosophical setting in which the prison rests » Sykes, G. M., The Society of Captives, Princeton, Princeton University Press, 1958, p. 18.

NOTRE propos n'est pas de dresser des bilans, mais d'inviter le lecteur à réfléchir sur les principes même de la peine et de la justice.

Les quatre citations en exergue indiquent à la fois l'ampleur et l'ambiguïté du sujet. Nous les commenterons brièvement pour situer le problème des prisons dans la société contemporaine.

Protéger ou punir ?

La première, de la plume d'un philosophe qui a passé 17 ans en prison pour raisons politiques, indique le caractère historique de l'institution pénale. Comme on le sait, les prisons n'ont pas toujours existé et, par conséquent, elles n'existeront peut-être pas toujours. Avant le XVIII^e siècle, l'emprisonnement ne servait pas de punition mais de mesure de sûreté : on gardait un individu, souvent pour raison d'Etat, comme otage potentiel pour ses débiteurs ou comme valeur d'échange ou objet de chantage dans des négociations politiques. Ce n'est qu'avec les philosophies humanitaires du XVII^e et du XVIII^e siècles, dont les oeuvres de Beccaria et de Howard

furent les manifestations les plus notables dans le domaine pénal, que la prison a fini par remplacer les peines de mutilation et les exécutions publiques. Historiquement parlant, la première fonction de la prison est celle de protéger la société de certains de ses membres qui représentent un danger pour son intégrité corporelle, matérielle et morale. C'est pourquoi, ceux contre qui des peines d'emprisonnement furent prononcées devaient être gardés dans des conditions assurant à la société une sécurité maximum contre leurs agissements éventuels. L'architecture de type Bastille, hérité déjà des régimes antérieurs, correspondait à cette fonction.¹

Il n'est peut-être pas inutile, à ce propos, de noter la survivance des structures architecturales, longtemps après que les exigences sociales ont, parfois profondément, changé. Dans certaines villes européennes, un tiers, voire la moitié de la population vit dans des demeures conçues en fonction d'autres genres de vie, suivant des principes d'hygiène qui datent de deux, trois ou quatre générations. Cette présence fort contraignante du passé, serrant les populations actuelles

dans un habitat qui n'a été que peu ou pas du tout adapté aux exigences modernes, affecte sans contester l'architecture pénitentiaire. La lenteur des réformes, à savoir l'introduction des principes de réhabilitation, s'explique, du moins partiellement, par la nécessité de s'accommoder des bâtiments hérités du passé.

Échec de la punition

La deuxième citation, due à un éminent promoteur de la réforme pénale, un des pionniers de la pénologie nord-américaine, résume l'expérience d'une centaine d'années de pratique pénale et demeure, aujourd'hui-même, à la base de toute formulation de principes en politique criminelle. Elle souligne l'échec de la deuxième fonction, attribuée à la prison au XIX^e siècle : celle de la prévention par intimidation (deterrence effect), dont le principe est bien illustré par le dicton « hard labor, hard fare and hard bed ». Pourtant la pratique dominante du siècle dernier, dont les traces sont encore si visibles et l'esprit tellement présent dans notre propre décennie, a permis toutes les expériences. Des écoles sont nées, favorisant le système pennsylvanien, le système auburnien, d'autres encore, dont l'objectif commun est : la punition en vue de la prévention par intimidation des criminels potentiels. Il faut ajouter, cependant, à cette conclusion, que le système pénitentiaire né avec le développement des prisons où les détenus « purgeaient » une peine, ne visait point à réformer les criminels. Ceux qui l'avaient conçu et le faisaient fonctionner, partageaient la philosophie de l'époque et trouvaient antinomiques les notions de « punition » et de « réhabilitation ». La première avait incontestablement le pas sur la seconde et le seul but fut celui de protéger la société. Il n'est donc pas dit, ou pas encore, qu'une peine privative de liberté peut ou ne peut pas réhabiliter un criminel. Ce qui paraît évident à la lumière de l'expérience unanime des pays occidentaux, c'est que la punition ne protège pas, à elle seule, la société contre les criminels. Des expériences en vue de « réformer », de réhabiliter les criminels ont à peine commencé et aucune conclusion définitive ne peut encore être tirée à cet égard.

La troisième citation est, elle aussi, un écho de l'expérience et des déclarations de tous les spécialistes : ce sont les autres organes du « bras séculier » qui représentent le plus grand potentiel de prévention et par conséquent, sont les organes de protection les plus efficaces de la société. L'amélioration de la qualité et l'augmentation de la quantité de l'efficacité des forces policières constituent l'exigence la plus urgente en vue d'une prévention efficace de la criminalité. En dépit de l'unanimité de l'opinion scientifique et professionnelle, très peu de progrès ont été accomplis dans ce domaine. Les mythes anciens ont la vie

dure et l'on lance plus facilement l'idée de l'alunissage que celle de la force préventive de la police.

La défaite devant la législature ontarienne du projet de loi de la police (qui a coûté son poste au Procureur général), visant à renforcer les pouvoirs de la Couronne et ceux de la police est significative à cet égard. Aux traditions respectables de la défense des libertés individuelles se mêlent des forces beaucoup moins recommandables qui tiennent leur puissance de la faiblesse des forces de l'ordre. Il serait fort délicat de savoir qui est le manipulateur, qui est le manipulé dans ces affaires... Néanmoins, il y a lieu de considérer avec sympathie les efforts en vue d'amender la loi de la preuve de telle sorte que les milieux les plus dangereux du crime organisé puissent être combattus avec efficacité.

Les tribunaux et leur équipement constituent un outil encore moins adéquat que la police pour la fonction préventive. Véhiculant, souvent, des idées surannées, dépourvues de services leur permettant de rendre une justice plus efficace adaptée aux sentiments contemporains d'équité, nos cours de justice sont bien en-deçà des exigences que leur attribuent les experts². Les efforts pour améliorer cette situation commencent à peine, en Amérique du Nord, à rendre les juges conscients de toutes les fonctions sociales du « sentencing ». Le fait d'établir la culpabilité ou la non-culpabilité d'un prévenu ne constitue qu'une de ces fonctions. La prononciation d'une sentence, mettant l'individu en probation, le privant de la liberté doit tenir compte de la possibilité de réhabilitation du condamné. Celle-ci sera évidemment, directement fonction du potentiel thérapeutique des institutions pénales. Qu'en savent nos juges ? Depuis leurs premiers écrits, les criminologues demandent que les juges visitent des prisons. Ce vœu unanime, exprimé par des personnalités comme A. Schaffenburg, von Liszt, Ferri dès la fin du XIX^e siècle, n'a pas encore été exaucé.

Il ne s'agit pas, pour un criminologue, de prononcer une condamnation morale à l'égard de qui que ce soit. Notre propos serait plutôt de comprendre les raisons de cette attitude trop commune pour être due au hasard. La croyance dans la vertu de la seule punition, dans son pouvoir d'intimidation nous semble un des facteurs d'explication majeurs de ce phénomène.

Nous sommes en présence, à cet égard, d'un énorme décalage entre les connaissances empiriques et scientifiques d'une part et la maturité de l'opinion publique d'autre part. Il en résulte une véritable paralysie des organes et des services dont dépend, pourtant, la prévention de la criminalité et la fonction d'intimidation de la peine.

Phase des contradictions

La quatrième citation, tirée d'une enquête sociologique sur l'organisation des prisons, constitue en quelque sorte la conclusion des citations précédentes : résultat d'une évolution historique séculaire, de compromis successifs entre représentants de doctrines pénales opposées, la prison actuelle reflète les contradictions profondes de la société d'aujourd'hui à l'égard de l'institution pénitentiaire. Le principe de la réhabilitation a droit de cité à côté de ceux concernant la prévention par intimidation et la protection de la société par la ségrégation de ses membres criminels. Toutefois, on peut se demander si, dans l'état actuel des choses, les trois principes ne comportent pas des germes de contradiction, si leurs effets ne s'annulent pas mutuellement et si, tout compte fait, les trois exigences que l'on attribue, communément, à l'institution pénale, peuvent être entièrement satisfaites.

Grâce à l'impulsion de sociologues distingués tels que Ohlin, Cressey, toute une série d'études ont été faites sur l'organisation sociale des prisons

et sur leur rôle dans l'ensemble de la pénologie américaine. Il apparaît nettement, que l'institution pénale contemporaine est le champ de bataille de courants philosophiques opposés : il y a ceux qui estiment que la justice rétributive conserve tous ses droits*, ceux qui croient dans l'effet d'intimidation de la punition, ceux qui veulent protéger la société contre les criminels, par ségrégation de ces derniers, quels que soient par ailleurs les effets de cette ségrégation. Il y a finalement ceux qui comprennent que seule la réhabilitation des criminels peut écarter le danger de la récidive et assurer la protection de la société. Or, comme le note Ohlin, toutes ces philosophies s'incarnent dans des groupes de pression et représentent des intérêts précis. En simplifiant un peu, l'on retrouve, d'une part, les tenants d'une philosophie punitive, groupés autour de la profession légale et, d'autre part, les partisans d'une philosophie de la réhabilitation, inspirés surtout par la profession médicale. Chacun de ces groupes contrôle des portions importantes du pouvoir qui s'étend de l'institution pénale elle-même jusqu'au gouvernement et se livrent, souvent, une lutte sans merci¹.

La prison: champ de bataille de philosophies opposées

Ainsi, la confusion qui règne dans l'opinion publique, en ce qui concerne le rôle de la peine, l'inefficacité relative de l'administration pénitentiaire en proie aux contradictions des philosophies pénales, seraient attribuables non pas aux institutions pénales, mais seraient bien davantage le reflet des contradictions existant au sein de la société à l'égard de ces problèmes. Nous avons, en résumé, d'une part, l'opinion quasi-unanime des chercheurs, des administrateurs, des responsables de la sécurité de la collectivité et, d'autre part, le poids des traditions, des structures héritées du passé, de l'inertie ou des résistances bureaucratiques, et plus que tout autre chose : la confusion qui règne à l'égard de ces problèmes dans l'opinion publique. La littérature scientifique pertinente est abondante, les contradictions sont bien mises en lumière et toutes les possibilités de progrès sont explorées et expérimentées².

Il s'agit d'un trait de civilisation et nous savons que la dynamique de son évolution obéit à des lois complexes. La survivance, dans les mentalités et dans la culture, d'archaïsmes, de conceptions magiques a été souvent relevée. Leurs racines plongent non seulement dans l'histoire mais également dans l'inconscient des hommes. Lors des grands ébranlements des structures politiques et socio-économiques (guerres, révolutions,

catastrophes), nous voyons apparaître des cas d'espèce terrifiants. On note toutefois la lente acquisition et généralisation de certaines valeurs qui tendent toutes à émanciper l'homme à reconnaître la valeur de l'humain, à étendre cette qualité avec toutes ses implications à une portion croissante de l'humanité. Il est manifeste que nos attitudes à l'égard des criminels, sont marquées par le refus de leur accorder le bénéfice de la qualité humaine. Ils sont dans la longue lignée des esclaves, des malades contagieux (comme les lépreux), des malades mentaux, des hommes de couleur qui s'émancipent progressivement de leur état de « hors la loi », de « hors humain » dont la société accepte la charge et auxquels elle étend sa solidarité et la protection de ses lois. Cependant les flambées incessantes des violences, la manifestation puissante des préjugés nous incitent à l'extrême prudence et nous rappellent qu'en matière sociale, rien, ou presque, n'est jamais définitivement acquis et que l'équilibre entre les forces contradictoires qu'on appelle « civilisation » ainsi que ses « progrès » sont extrêmement précaires. Toutefois, pour des raisons qui n'ont rien de sociologique, mais qui tiennent d'une certaine attitude morale, nous

* Et pourtant on lit dans l'*Éthique* de Nicomaque d'Aristote (Livre V, chapitre 2) : « Cette loi du Talion ne s'accorde ni avec la justice distributive ni avec la justice corrective. »

pouvons placer raisonnablement nos espoirs dans l'avènement d'une société qui proclame sa solidarité à l'égard de tous ses membres, sans exception.

Tâches concrètes de la pénologie contemporaine

Dans ces conditions, le propos de cet article ne sera pas d'établir le bilan ou de scruter les possibilités de progrès des efforts en vue de la réhabilitation des criminels incarcérés dans les institutions pénales. Il paraît certain que la tendance sera de souligner, de plus en plus, l'importance de la réhabilitation au détriment des autres fonctions. Cependant, cette période transitoire, durant laquelle il faut s'accommoder des conditions actuelles, risque d'être fort longue. Une vision « réaliste » des choses exigerait donc la concentration des efforts sur la mise en oeuvre de programmes de réhabilitation et leur évaluation, la construction et la multiplication de nouveaux types de pénitenciers, permettant une déconcentration des effectifs et une spécialisation des institutions suivant les exigences des principes modernes de classification des criminels. Parallèlement devraient se développer considérablement le service de probation, celui de la liberté surveillée et les tribunaux rendraient une justice toujours plus conforme aux exigences de l'équité et de l'efficacité. Il existe une littérature abondante sur tous ces problèmes et il est certain que les progrès réalisables dans un avenir prévisible doivent se faire conformément aux possibilités que donnent les techniques thérapeutiques et les exigences de l'administration des institutions pénales d'une part, et la sécurité de la collectivité d'autre part.^{5, 6}

Responsabilité de la collectivité vis-à-vis de la victime et du criminel

Si cependant l'on changeait de perspective, de principe ? S'inspirant des positivistes italiens et d'Enrico Ferri en particulier, on mettrait le principe de la responsabilité sociale, comme base de l'action de la société à l'égard de ses criminels. On admettrait que les individus sont très largement tributaires, dans leur existence, dans leur mentalité, dans leur personnalité, de la société qui les a formés; que leur moralité, leur sensibilité, leur « caractère » doivent énormément à leur famille et à beaucoup d'autres groupes sociaux. Que leur liberté d'agir « bien » ou « mal » ne peut être appréciée sans tenir compte des expériences qu'ils ont faites durant les années décisives de leur socialisation. Que la collectivité, dont les tribunaux, la police et les institutions

Utopie ou réalité de demain ?

Nous allons examiner un seul point dans cet article. Il concerne les raisons qui pourraient amener les pouvoirs publics à accélérer le processus de la réforme pénitentiaire, à supprimer les contradictions qui paralysent les services. En d'autres termes, nous examinerons brièvement les fondements de la philosophie pénale qui soutient le système actuel et nous nous demanderons si son remplacement par une autre philosophie ne résoudrait pas les contradictions actuelles.

Notre système pénal et pénitentiaire est basé sur le principe de la responsabilité morale individuelle : il s'ensuit que la culpabilité et la responsabilité une fois établie, l'individu doit subir les conséquences de son acte autant de fois qu'il aura contrevenu aux lois de la société. Celle-ci se préoccupe peu des conséquences sociales de son acte (les conséquences de l'emprisonnement sur l'individu et sa famille, le sort ou l'indemnisation de sa victime, le destin qui attend le condamné à sa sortie etc., etc.) L'individu *responsable* doit, avec l'aide des citoyens charitables se tirer d'affaire. Le même traitement lui sera infligé à chaque répétition de l'acte criminel en vertu de la fiction de sa responsabilité personnelle. Le régime de nos prisons est une conséquence logique et nécessaire de cette philosophie, de l'application de ce principe. L'existence de ces prisons a, dans cette perspective, un effet préventif majeur, dont il serait insensé de priver la société, en les transformant en milieux thérapeutiques, sortes d'hôpitaux ou lieux de « cure ». L'opinion publique, la majorité de la magistrature, des membres du barreau, le personnel des services pénitentiaires, de la police s'opposent à toute modification importante des institutions pénales qui doivent demeurer des lieux de récipiscence.

pénales sont des organes de protection, est *responsable* de ses citoyens criminels aussi bien que des autres. En d'autres termes, on accepterait la solidarité avec eux.

Quelles seraient les conséquences de ce principe ? Si l'Etat est responsable de la sécurité des citoyens, il doit agir de telle sorte que leur intégrité morale et physique soit préservée, que leurs biens soient protégés. S'il n'y parvient pas, il doit indemniser les victimes de l'inefficacité de sa protection due à chacun de ses membres.

Il est surprenant de constater le peu d'intérêt que témoignent les pénalistes et les criminologues à ce problème qui, pourtant, dans d'autres do-

maines, ont amené le développement des législations sociales sur la sécurité sociale, la santé publique etc., dès la fin du XIX^e siècle. Abordé à la suite des travaux de V. Hentig sous le chapitre de la « victimologie », les relations entre le criminel et sa victime sont étudiées, surtout dans la perspective d'un éventuel lien morbide⁷. Le problème de la compensation des victimes d'actes criminels ont été abordé par Schafer dans une étude subventionnée par le Home Office⁸. Il est surprenant de constater que, dans nos codes d'inspiration néo-classique basés sur le principe de la responsabilité, celle-ci s'applique à la perpétration des crimes mais pas à la restitution des biens volés ou à la réparation matérielle du dommage causé. Pourtant, la condamnation à certaines prestations, de caractère infamant, a été bien connue dans les anciennes législations criminelles. Le droit romain connaissait la composition légale (restituer le produit du vol et y ajouter quatre fois la valeur de l'objet volé) ainsi que la responsabilité civile (*damnum injuria dato-dommage causé sans droit*). La manifestation de ce même principe dans le droit germanique est le *Wehrgeld*. Au Moyen Age, on invitait les gens violents et querelleurs à participer à quelque croisade contre les infidèles et celui qui renversa la cruche d'une laitière fut condamné à porter deux cruches pleines de lait à la procession suivante. C'est sans doute l'impécuniosité des criminels qui a fait disparaître de la législation et de la pratique judiciaires ce genre de disposition, c'est-à-dire les a limitées au domaine civil, où leur application est d'ailleurs fort restreinte.

Il ne faut se cacher les problèmes énormes que soulèverait l'acceptation d'un pareil principe. Sans entrer dans les détails, notons seulement les points suivants : a) il faut bien distinguer deux catégories de crimes : ceux dont la victime fut choisie au hasard (vol d'auto) et ceux dont la victime entretenait des relations avec le criminel (chantage, délits sexuels). b) Il y a des crimes dont on ne peut pas évaluer les effets : tels sont le meurtre, le viol par exemple. c) Les criminels en « col blanc » peuvent être tout particulièrement touchés par ces mesures.

On pose aussi, à ce propos, le problème du travail pénitentiaire. Pour des raisons bien connues, celui-ci n'est ni productif, ni lucratif. Pour ne citer qu'un seul exemple : dans les centres pénitentiaires français, en 1962, le salaire moyen journalier d'un détenu était de 4.90Fr. c'est-à-dire un peu moins d'un dollar. La réforme du travail pénitentiaire est urgente car, comme le fait remarquer le président Cannat, « C'est la privation de la liberté qui constitue la peine et non pas tout le cortège de misère et de malheur qui y sont traditionnellement accolés. Pourquoi ce désœuvrement ? Pourquoi le salaire insuffisant ? Ces hommes doivent apprendre en prison que le travail a ses vertus ».

Un exemple : La réparation symbolique ou le juge à chocolat

Notons un exemple d'application de notre principe dans une perspective de réhabilitation des jeunes délinquants. Il s'agit de la réparation symbolique que le juge Slachmuylder définit comme « une prestation probatoire que le mineur s'engage à accomplir en vue de se réhabiliter et d'obtenir le pardon judiciaire »¹⁰. Contrairement aux obligations de compensation que nous avons signalées dans les vieilles lois, il ne s'agit pas ici d'une humiliation mais d'un mode de réhabilitation et de ravalisation. L'engagement du mineur est libre et sa réussite efface les conséquences de la poursuite judiciaire. Cette réparation symbolique peut d'ailleurs être combinée utilement à des mesures de garde, d'éducation ou de préservation. Sa pratique substitue, note le juge Slachmuylder, à l'idée abstraite de la responsabilité, le sentiment vécu de celle-ci.

C'est le juge allemand Holzschuch qui a développé la théorie et la pratique des réparations symboliques¹¹. Il a été surnommé le « juge au chocolat » après avoir condamné une jeune servante, qui avait volé pour satisfaire sa gourmandise, à consacrer pendant trois mois la moitié de son argent de poche à l'achat de chocolat pour les pensionnaires d'un orphelinat. Des enfants qui, par imprudence, mirent le feu à un bois, furent amenés à participer au reboisement. A la suite de cette expérience fort concluante, le législateur allemand a inscrit dans la loi la stipulation suivante : « le juge peut imposer au jeune les devoirs spéciaux suivants : 1) dédommager les personnes lésées ; 2) s'excuser personnellement auprès d'elles ; 3) verser une certaine somme à un établissement d'utilité publique. Le juge ordonnera le versement d'une somme d'argent que lorsque le délinquant n'aura commis qu'un léger délit et à la condition qu'il puisse payer ce montant par les moyens dont il dispose librement. Il convient en outre de retirer au jeune délinquant le bénéfice de son délit »¹².

En n'appliquant cette disposition qu'aux mineurs qui ont conscience d'avoir commis une erreur de comportement et qui éprouvent un regret qui paraît sincère, les juges des enfants allemands et belges ont pu assurer un plein succès à l'application de ces mesures. En fait, elle s'applique surtout aux délinquants occasionnels. Quant au choix des réparations symboliques, on tente de concrétiser la relation entre le délit et la réparation symbolique, en la choisissant à l'opposé du délit. L'acte choisi exigera un sacrifice adapté à l'âge et aux moyens du mineur et sa durée ne dépassera pas trois mois. Sa prestation permettra au mineur de se valoriser et évitera toute humiliation : elle lui permettra de

prendre conscience du fait qu'il peut apporter de la joie à de moins favorisés que lui.

On peut se demander si de telles expériences ne pourraient pas être étendues à certaines catégories d'adultes, pour commencer par les criminels d'occasion, ceux qui bénéficient, la plupart du temps, de sentences suspensives ou de mesures de probation. Certains autres types de criminels pourraient tirer également un grand bénéfice thérapeutique de l'application d'une mesure de réparation, concurrentement avec d'autres mesures de sûreté.

Dès que ce principe de compensation des victimes est admis, l'Etat recherchera les moyens les plus efficaces pour atteindre cette fin; les

efforts de prévention sociale seront faits pour réduire le potentiel criminel dû aux tensions de la structure sociale (lutte contre le chômage, assimilation des immigrants, des minorités ethniques, formation professionnelle des jeunes etc.); l'efficacité de la police sera surmultipliée: le taux de réussite de 15% de l'ensemble des affaires criminelles¹³ ne pourrait plus être supporté par le budget de l'Etat et les contribuables ne toléreraient d'ailleurs point un tel état de choses; le pourcentage des récidivistes (80%) devra être réduit à une proportion compatible avec les calculs de probabilité; les mesures de contrôle et de traitement exercées par le personnel de probation seront compatibles avec le « case-load » d'un praticien du secteur privé qui doit assurer le meilleur traitement à la clientèle pour laquelle il est responsable moralement et matériellement.

Images nouvelles de l'homme et de la loi

Il s'agit ici, évidemment, d'une véritable volte-face, au niveau des fondements de la philosophie pénale, voire sociale. Notre préoccupation est d'établir un accord entre le principe d'une action rationnelle et les moyens appropriés pour le réaliser. Les conduites humaines ne peuvent être orientées vers une action rationnelle que si cette condition est respectée. De quoi s'agit-il dans notre cas? Nous suggérons de substituer à une image abstraite de l'homme, maître parfait de sa destinée, de ses instincts et de ses actions, une autre image qui tient compte de toutes les influences psycho-socio-culturelles qui façonnent la personnalité. Le droit pénal classique qui, sous des formes mitigées, continue à inspirer la grande majorité des codes pénaux des pays européens et américains, est basé sur la première conception de l'homme; celle-ci date de la préhistoire des sciences humaines. Elle est bien plus près des conceptions de l'antiquité gréco-romaine que de la période post-freudienne. La conception des lois, elle aussi, s'apparente à la conception antique de l'homme: les lois venaient des dieux. Comme l'écrivit Fustel de Coulanges, les Crétois attribuaient les leurs, non à Minos, mais à Jupiter; les Lacédémoniens croyaient que leur législateur n'était pas Lycurgue, mais Apolon. Les Romains disaient que Numa avait écrit sous la dictée d'une des divinités les plus importantes de l'Italie ancienne, la déesse Egerie. Et il conclut: « le véritable législateur, chez les anciens, ce ne fut pas l'homme, ce fut la croyance religieuse que l'homme avait en soi. »¹⁴ Ce caractère « sacré » de la loi subsista très longtemps, l'on peut même dire qu'il subsiste encore dans la pratique judi-

ciaire et dans la croyance populaire. Son immuabilité tenait à son origine divine, à son caractère sacré. Les études sociologiques sur la genèse et l'histoire du droit, de Savigny à Durkheim, de Duguit à Lévy-Bruhl¹⁵ ont changé radicalement ces conceptions; la césure est aussi profonde dans ce domaine que pour la conception de l'homme.

Cependant, tous ces changements n'ont influencé que très progressivement la législation et la pratique juridiques. Prenons un exemple. Fustel de Coulanges nous avertit que les formes bizarres de l'ancienne procédure romaine ne nous surprendront pas, si nous songeons que le droit antique était une religion, la loi un texte sacré, la justice un ensemble de rites. Le demandeur, s'il veut avoir la loi pour lui, doit connaître les termes et les prononcer exactement. S'il dit un mot pour un autre, la loi n'existe plus, elle ne peut plus le défendre. Et Caius raconte l'histoire d'un homme dont un voisin avait coupé les vignes; il prononça la loi, mais la loi disait arbres, il prononça vignes et il perdit son procès¹⁶. En glanant dans l'histoire des procédures pénales, ne rencontrera-t-on pas de nombreux phénomènes semblables? J. B. Waite en cite quelques-uns: un juge refuse de condamner un individu accusé d'avoir volé une vache ou du même genre qu'une vache (cow kind) alors qu'en fait il a volé un taureau. Un juge de la cour casse un jugement qui établit la culpabilité d'un prévenu dans le domaine de la violation des lois sur l'alcool car sur les cinquante fois que son nom paraissait dans les attendus, une fois Goldberg a été orthographié Holdberg¹⁷.

La conception de l'homme et des lois, façonnée par les sciences humaines et sociales, implique la notion du déterminisme. La liberté consiste dans la prise de conscience des déterminismes que nous subissons. « La nécessité n'est aveugle qu'autant qu'elle n'est pas comprise » disait Hegel. Et dans cette même tradition philosophique, l'on dira que chaque fois que nous comprenons la nécessité, c'est-à-dire les lois de la nature, et que nous nous y soumettons pour en tirer parti, nous accédons à plus de liberté¹⁸.

Nous n'entrerons pas ici dans la discussion de ce problème très complexe qui concerne les rapports entre le déterminisme, le libre arbitre et la responsabilité morale ou pénale. Notons simplement qu'une certaine conception déterministe dans le sens signalé plus haut, n'exclut point, par ailleurs, la reconnaissance que le libre arbitre pourrait être l'élément déterminant de la valeur morale de l'homme, car, comme le fait remarquer J. Leclercq, « les actes libres sont les seuls dont nous soyons maîtres et toute l'action que nous pouvons exercer sur notre vie dépend de ces actes libres »¹⁹. Ceci dit, l'auteur conclut en affirmant que, du point de vue de la vie sociale, le rôle du libre arbitre est un infiniment petit. Ceux dont l'attitude ou l'action résulte d'une détermination rationnelle, et par là libres aussi bien à l'égard de la pression extérieure que de

la pression intérieure sont en nombre très restreint.

Toute la littérature de la criminologie clinique est là pour nous indiquer que le nombre des personnes agissant librement est, dans la population criminelle, infiniment plus petit qu'ailleurs. Pour réhabiliter les criminels, il est clair qu'il faut pouvoir agir sur les facteurs mésologiques et ceux de la personnalité.

La conception de la personnalité et celle du système juridique, doit donc tenir compte de l'apport des sciences humaines et la politique criminelle doit en tirer les conclusions qui s'imposent. Ce processus de rajustement se fait d'ailleurs dans les divers domaines de l'activité sociale: depuis le dernier quart du XIXe siècle, diverses législations corrigent l'inégalité sociale et économique, héritée de l'ancien régime et poussée à l'extrême par la première phase du développement capitaliste. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, une véritable redistribution des revenus s'opère par la voie de la taxation dans la plupart des pays occidentaux, tenant compte justement des divers déterminismes qui limitent les chances de chacun dans la compétition sociale. Les développements dans les domaines de l'assurance-santé et de l'assurance médicale, — le rôle massif qu'y joue l'Etat, — sont autant d'indications de cette reconnaissance de la responsabilité collective en face de la responsabilité individuelle.

Conclusions

Pour des raisons évidentes, la criminalité sera sans doute le dernier secteur d'application de cette nouvelle philosophie sociale.

Le problème commence, toutefois, à être posé. Un projet de loi préconisant l'indemnisation de certaines catégories de victimes est soumis au Parlement britannique et la législation néo-zélandaise en a déjà mis certains principes en vigueur. En France, Larguier note: « Parfois l'action civile se heurte à l'insolvabilité (réelle ou prétendue) des condamnés. Aussi pense-t-on aujourd'hui à organiser comme une assurance d'Etat (étendant à toute la matière pénale le système du Fonds de garantie automobile) au profit des victimes d'infractions, qui en retireraient la certitude d'être indemnisés; le délinquant y trouverait un allègement de sa dette et l'opinion publique accueillerait alors plus volontiers les méthodes pénitentiaires modernes, dont certaines pensent qu'elles oublient par trop les victimes »²⁰.

On convient cependant que les problèmes que soulève l'application de ces principes ne pourront être résolus que très progressivement.

Cependant, plus vite l'on fera disparaître les anciens mythes qui empêchent une action rationnelle, bien adaptée aux buts de protection sociale, plus tôt nous pourrions remplacer le sentiment diffus de l'équité par le fonctionnement réel, concret, de la justice. Plus vite nous parviendrons à étendre le principe de la solidarité sociale aux criminels, avec tout ce qu'il implique de réformes législatives, judiciaires, pénitentiaires et préventives, plus nous nous rapprocherons des idéaux de notre civilisation dont la mesure doit être l'homme. La responsabilité de ceux qui « savent » est énorme dans l'ordre de l'action: ils doivent être inlassables dans leurs efforts pour mettre en accord les exigences d'équité inscrites dans le cœur des hommes avec celles de la sécurité et de la liberté, qu'exige l'ordre social.

D. S.

★

1. MADGE, J. Prison design & penal reform. *International Review of Criminal Policy*, N. 17-18, oct. 1961.
2. Pour une vue d'ensemble du problème, consultez le numéro spécial de la revue « Law & Contemporary Problems », 23(3) Summer, 1958, consacré au « Sentencing ». Parmi des nombreux témoignages de la crise de l'administration judiciaire, citons celui du juge J. E. LUMBARDO, de la US Court of Appeals de New York, qui déclarait devant le Congrès du « National District Attorneys Association » : there had never been a time when the level of professional efforts in the criminal courts was a lower ebb (New York Times, 19 août 1964).
3. OHLIN, L. Conflicting Interests in Correctional Objectives. In *theoretical Studies in Social Organization of the Prison*. Pamphlet N. 15. Social Science Research Council, New York, 1960; 111-139.
4. Voir surtout CRESSEY, D. ed. *The Prison Studies in Institutional Organization & change*. New York. Holt, Rinehart & Winston, 1961. Une bibliographie abondante accompagne le volume.
- 5-6. Pour une bonne synthèse voir VERDER, C. B. & KAY, B.A. *Penology. A realistic approach*.
7. v. HENTIG, H. *The Criminal & His Victim*. New Haven, Yale University Press, 1948. H. ELLENBERGER, H. Relations psychologiques entre le criminel et la victime. *Revue Internationale de Criminologie*, 8(1) 1954 : 103-121.
8. SCHAFER, S. *Restitution to Victims of Crime*. Publish under the auspices of the Institute for the Study and Treatment of Delinquency. Stephens and Sons Limited. London 1960.
9. CANNAT, P. Indemnisation de la victime dans la perspective de la réforme pénitentiaire. *Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé*, Nouv. Série (2) avril-juin, 1964:398.
10. SLACHMUYLDER, L. Les réparations symboliques. Une expérience de probation au tribunal des enfants. *Revue de droit pénal et de criminologie*. 44 (4) janv. 1964 : 286.
11. HÖLZSCHUH, K. ...aber ihr klagt uns an. Frankfurt a. Societäts Verlag, 1957.
12. SLACHMUYLDER, op. cit. 293-294.
13. RADZINOWICZ, L. *Times de Londres* 4.6. 1964.
14. FUSTEL de Coulanges, *La cité Antique*. Paris, Hachette, 1960, p. 221.
15. Voir en particulier le récent ouvrage d'Henri Lévy-Bruhl, *La preuve judiciaire*. Voir aussi Davis, F. J. & Alli, *Society & the Law*. Glencoe Free Press, 1961.
16. Fustel de Coulanges, op. cit. p. 225.
17. WAITE, J. B. *The Legal Approach to Crime & Correction Law & contemporary Problems*, 23(4) autumn, 1958 : 594-610.
18. Pour une étude approfondie des problèmes contemporains de la responsabilité pénale, consultez : Léauté, J. éd. *La responsabilité pénale*, Paris, Dalloz, 1961.
19. BEAR, L. A., PARKER, B., eds., *Law, Medicine Science & Justice*. Springfield, Ill. Thomas, 1964.
20. LECLERCQ, J. *Introduction à la sociologie*. Louvain, Noauwelaerts, 1960, p. 165.
21. LARGUIER, *Procédure pénale*. Paris, Presses Universitaires de France, 1962, p. 76.

Partout on loue et on critique

CITÉ LIBRE

la revue que les gens au courant

ne peuvent ignorer

Délire au Hansard

par G. P.

Depuis qu'il siège à Ottawa, on a généralement considéré M. Rémi Paul comme le prototype de la bêtise parlementaire et le champion incontesté de la niaiserie politique.

On se trompait. Gravement. La lecture du *Hansard* suffit à le prouver.

Je me suis plongé dans le texte dense (caractères typographiques : 8 points) du débat sur le drapeau canadien. Deux après-midi durant, j'ai parcouru les discours de nos représentants fédéraux. C'est une expérience que je ne recommande à personne.

J'ai accumulé toutefois, au cours de cette lecture des preuves que je crois irréfutables. Si étonnant que cela puisse paraître, je suis désormais en mesure d'établir qu'il se trouve à Ottawa plusieurs députés anglophones du parti tory qui dépassent, dans le domaine de l'irresponsabilité, l'honorable représentant de Maskinongé.

Les lecteurs sont donc priés d'éteindre leurs cigarettes et d'attacher leurs ceintures de sécurité : voici les textes.

Une question religieuse

Vous, sans doute, étiez d'avis, jusqu'à présent que le problème du drapeau canadien posait un problème politique. Détrompez-vous. M. Eric A. Winkler, député de Grey-Bruce, va vous démontrer qu'il s'agit d'une question essentiellement religieuse. Cette vérité inattendue, il va l'établir au moyen de citations. Ses auteurs sacrés ? Des textes de la *National Geographic Society* et l'*Encyclopedia Canadiana*.

« Voici, dit M. Winkler, ce qu'on trouve dans l'un de ces articles.

« La croix de saint Georges, qui figure dans l'Union Jack, était portée comme un insigne sur l'armure de chaque soldat anglais au XIV^e siècle, sinon avant. (...) C'est ce qu'arboraient les guerriers des Croisades lorsqu'ils engageaient la bataille.

« A mon avis, la partie importante de tout cela, c'est que non seulement les deux

races fondatrices du pays, mais aussi d'autres pays du monde, ont participé à l'usage des croix qui composent l'Union Jack et qui, bien entendu, figurent encore sur le pavillon rouge du Canada. »⁽¹⁾

Admirons au passage la puissance de ce raisonnement par lequel M. Winkler nous démontre que l'Union Jack est un drapeau français. Mais l'argument va plus loin encore : M. Winkler, non seulement vient de « vendre » l'Union Jack aux Canadiens français catholiques, mais il va immédiatement porter un coup fatal au trifolié de M. Pearson :

« Quand au drapeau proposé, enchaîne-t-il, s'il est adopté tout ce que nous pourrions conclure, c'est que nous ne sommes pas fiers de nos traditions chrétiennes, que nous ne sommes pas disposés à affirmer que ces choses font partie de notre passé. (...) J'espère que personne n'arborera ce drapeau en disant : c'est le drapeau de l'agnosticisme. »

M. Noble, député de Grey-Nord, est du même avis, pour lui aussi, le trifolié est une invention païenne.

« Pourquoi, s'écrit le député, la Légion canadienne s'est-elle fait imposer un discours sur le drapeau lors de son congrès national, un dimanche soir réservé aux questions religieuses ? »

Voilà le scandale. Et M. Noble va vous le prouver par un argument d'autorité :

« L'équipe de hockey professionnelle de Toronto est connue sous le nom de « Maple Leafs » depuis des années et pourtant, Con Smythe, qui a choisi ce nom et qui a été pendant longtemps l'un des principaux animateurs de l'équipe, s'oppose résolument à ce qu'on abandonne le Red Ensign. »

Si vous n'êtes pas convaincus, vous êtes certainement séparatiste.

L'État en danger

Du reste, cette question du drapeau, que vous considérez sans doute comme un problème politique entre plusieurs autres, les conservateurs

(1) Tous les textes cités dans cet article sont extraits du *Hansard*, Volume 109, Nos 125 à 131.

fédéraux la voient d'un tout autre oeil. Pour eux, il s'agit d'une conspiration contre l'âme du Canada anglais. Et cette conspiration ne date pas d'hier; considérez par exemple l'affirmation suivante du député de Lisgar, M. George Muir :

« Nous savons qu'il existe au pays certains éléments qui sont disposés à diviser la nation et ce, depuis la Confédération. (...) Je disais donc que, depuis la Confédération, certaines gens tentent de modifier nos symboles. »

Et M. George Muir n'est pas homme à se laisser tripoter les symboles, pas plus que son collègue M. G. D. Clancy, de Yorkton. Ce dernier prend même la chose au tragique et menace le Canada d'une émigration massive si on ne lui laisse pas son *Red Ensign* :

« Je peux vous assurer que si vous nous poussez trop fort, nous allons nous déplacer au Nord et au Sud. En effet, je déménagerais volontiers au Sud dès demain, étant donné certaines circonstances. »

« Nous avons payé ce chemin de fer de 850 milles de long, construit dans une région désertique. Si vous n'aimez pas les gens de l'Ouest, nous partirons. Nous nous dirigerons vers le Nord et vers le Sud, et je suis sûr que ce serait avantageux pour nous du point de vue économique, d'agir ainsi. (...) Vous croirez peut-être que la chose n'est pas possible, mais je vous rappelle que tout est possible. Nous en avons assez de recevoir des ordres d'une minorité. »

Quant à M. Skoreyko député d'Edmonton-Est, il est allé jusqu'au fond du complot et nous revient avec de stupéfiantes révélations :

« C'est ainsi qu'a pris naissance ce projet de drapeau. Je me demande combien de Canadiens savent que le nouveau drapeau a été élaboré devant une bouteille de scotch et soda. »

Combien, en effet ? Nous ne saurions le préciser. Ce que tous les Canadiens savent, par ailleurs, c'est que la Confédération elle-même a été « élaborée » dans des circonstances identiques, par le fondateur du parti de M. Skoreyko, John A. Macdonald, un homme qui ne « crachait pas dedans », comme on dit chez nous.

« L'autre jour, poursuit M. Skoreyko, alors que j'allais de cet édifice à mon bureau, dans l'immeuble de l'Ouest, j'ai rencontré un garçonnet portant un pavillon rouge (Red Ensign). Deux autres garçonnet marchaient vers lui et je leur ai demandé ce qu'ils pensaient de ce drapeau. « Il est superbe, m'ont-ils dit, nous l'aimons beaucoup. » Leur mère a dit : « Voyons, Tommy, tu sais bien que tu ne devrais pas dire cela. » C'est ainsi qu'on essaie d'imposer aux jeunes une façon de penser et ce qu'ils doivent dire lorsqu'on les interroge sur le nouveau drapeau. »

O mère coupable, complice de M. Pearson, corruptrice de l'âme enfantine ! Sait-elle, cette

génératrice indigne, à quel crime historique elle collabore ainsi ? M. W. G. Dinsdale, ex-ministre et actuel député de Brandon-Souris, va le lui apprendre :

« Seuls des groupes politiques comme le parti nazi se sont donné un drapeau personnel. Le modèle (trifolié) rompt complètement avec notre passé. Encore ici, les seuls pays qui ont adopté une telle attitude lors du choix de leur drapeau sont la Russie soviétique, l'Allemagne nazie et, plus dernièrement, Haïti, depuis l'avènement du Dr Duvalier. Ils ont complètement renié leur passé parce que c'est la révolution plutôt que l'évolution qui a donné naissance à ces régimes. (...) »

« Cela me rappelle les tactiques utilisées en Afrique du Sud où, pour répondre aux éléments extrémistes de ce pays du Commonwealth, le gouvernement a décidé de présenter un drapeau distinctif. » (...) »

« Cette tentative de détruire les symboles de notre passé a un sens profond. Je crois qu'elle s'associe au matérialisme du XIXe siècle. (...) Si vous détruisez ces symboles (...) dans combien de temps les réalités que ces symboles représentent seront-elles détruites aussi dans notre pays ? »

Bref, si le *Red Ensign* est mis au rancart, la civilisation chrétienne sera en danger.

Une logique implacable

Qui a prétendu que nos députés manquaient de logique et qu'ils débitaient des propos décousus ? M. H. W. Danforth (Kent) va nous prouver le contraire :

« Lorsque s'est amorcé le présent débat, nous avons assisté à un déploiement de drapeaux sur la colline parlementaire. Je suis sorti pour le voir, car la chose m'intéresse. J'ai constaté ce qui se passait ce soir-là sous la bruine. J'ai vu des gens défiler six de front... »

« Le foisonnement même des deux drapeaux sur la colline démontrait que personne ne désirait effectivement un drapeau distinctif. »

Est-ce que cela n'est pas puissamment raisonné ? Mais les deux champions de cette méthode déductive, beaucoup plus forte que M. Danforth, ce sont incontestablement MM. Wiloughby (Kamloops) et Horner (Jasper-Edson).

Exemples :

« Certaines gens trouvent à redire à notre drapeau actuel (le Red Ensign) parce qu'il ressemble au pavillon de la marine marchande anglaise. Mais à quelle organisation plus honorable pourrait-il ressembler ? » (...) »

« Si les Canadiens veulent un nouveau drapeau, il y aurait peut-être lieu de demander aux Indiens quelle est leur préférence. Ces citoyens ont vécu sous notre drapeau depuis que nous sommes venus ici et que nous nous sommes emparés de leur pays. Je n'ai encore entendu aucun Indien dire qu'il voulait un nouveau drapeau. »

La liberté de la presse

Voilà pour M. Willoughby. Écoutons maintenant le philosophe de Kamloops, M. Horner :

« Les trois feuilles d'érable vont nous enlever notre liberté. Ce n'est donc pas le genre de drapeau que je souhaite avoir, ni mes commettants non plus. (...) »

« Il nous faut l'Union Jack dans notre drapeau pour protéger cette liberté fondamentale, la liberté de la presse, qui est en voie de disparition, si elle ne nous a pas déjà été enlevée par les grands hommes d'affaires qui contrôlent la presse. Ces hommes tentent de façonner l'opinion publique en faveur du drapeau trifolié. » (...) »

« Pourtant, nous avons foi en l'avenir du pays et nous sommes prêts à faire des sacrifices pour continuer à faire partie du Canada. Je désire que le Canada prospère mais, à mon sens, il ne pourra le faire sous le trifolié. »

Allez dire, après cela, que nos députés anglophones ne sont pas compétents en matière économique !

Comme ça s'écrit

Les conservateurs ont un nom qui commence bien mal, remarquait, au siècle dernier, un polémiste français. Il en va ainsi du député A. D. Alkenbrack de Prince-Edouard-Lennox. Mais lui, c'est la fin de son nom qui sème le doute. Et plus encore la teneur de ses discours.

M. Alkenbrack a la tripe tragique du démagogue, même s'il ne possède pas, heureusement, les aptitudes qui font les démagogues efficaces. Oyez ! bonnes gens :

« Dans son ardent désir d'accaparer la scène politique et de remporter les 75 sièges possibles du Québec, il (M. Pearson) est prêt à vendre le patrimoine et les symboles sacrés des neuf autres provinces. (...) »

« L'exhorte mes collègues du Québec, et j'espère qu'ils sont nombreux ici ce soir, à ne pas se laisser séduire par ce geste du premier ministre et de son régime, car ils pourraient bien le regretter un jour. Vous devrez en payer le prix plus tard, si vous faites son jeu. »

Voilà, direz-vous, une menace assez bien amenée; vous tremblez déjà dans votre peau de Québécois. Mais rassurez-vous, M. Alken... (voir plus haut), ce n'est pas Cromwell, ni même Landru. C'est Guignol le Grand et le style d'une certaine *Violeuse*, récemment à l'affiche de l'Orphéum :

« Par cette mesure mal fondée concernant le drapeau, le gouvernement libéral se propose d'infliger au Canada de nouvelles blessures qui ne guériront peut-être jamais. Je dirai donc au premier ministre : « Rengainez votre couteau, et que le noble pavillon qui, sous les auspices de la foi, de la justice, de la patience et de la charité a contribué à créer notre pays, continue à flotter... »

Vous saviez, vous, que M. Pearson avait un couteau ?

Un sommet

Or nous arrivons maintenant au sommet du délire. En effet, la discours de M. Bigg, député d'Arthabaska, dépasse toutes les altitudes atteintes jusqu'ici. Il pose même un problème légal : sous l'empire d'une loi qui prive du droit de vote les citoyens déments, comment peut-on se faire élire aux Communes alors que... ? Mais voyons plutôt ce que raconte M. Bigg :

« J'aimerais que quelqu'un se lève — je préférerais de beaucoup que ce fût le premier ministre — et me dise pourquoi je dois abandonner l'étendard actuel, qui est ma règle de vie. »

M. CÔTÉ (Longueuil) : Lisez le hantard.

M. BIGG : On a arraché à Jeanne d'Arc son drapeau. On a traîné sa bannière fleur-de-lisée dans la poussière et elle n'était qu'une femme. Mais quelle femme héroïque. Elle mit sa bannière de l'avant et ne regarda plus vers l'arrière. Avec sa toute petite armée elle balaya les rangs. Elle rétablit sur le trône de France celui qui était, je suis porté à le croire, l'héritier légitime. Puis, le roi de France l'a trahie, et vous connaissez la suite. Aujourd'hui c'est une sainte. Lesquels, parmi les députés d'en face, se lèveront dans leur mâle fierté et déclareront qu'à leur avis la bannière fleurdelisée de France ou que la croix de saint Georges devraient être traînées dans la poussière ?

Ce n'est pas beau, ça ? Mais vous n'avez encore rien vu. Sans provocation aucune, M. Bigg va maintenant soulever le problème de l'année, raconter sa vie privée et conclure de la façon la plus remarquable :

Pour ma part, j'aimerais qu'on règle tout à la fois, y compris la question du service militaire obligatoire. Certains diront que je parle comme un vieux soldat qui ne parvient pas à oublier le passé. En effet, il est bien difficile d'oublier les amis qui se sont enrôlés volontairement et qui ont fait du service militaire avec moi. Il est difficile de ne pas s'en souvenir et je ne les oublierai sûrement pas. Toutefois, je ne laisserai certes pas la sentimentalité prendre le pas sur l'unité nationale. Par conséquent, si, à l'occasion d'un vote libre, tous les députés décident honnêtement de renier notre passé et s'ils sont convaincus que seul le nouveau drapeau pourra unir tous les Canadiens, que tous les citoyens, qu'ils soient autochtones ou qu'ils soient de souche anglaise ou française, se rallieront à cette bannière et que, au besoin, ils accepteront de sacrifier leur temps, leur argent et même leurs êtres chers pour servir leur pays, alors j'accepterai cette décision. Je me suis enrôlé parce que j'étais sans travail, mais je ne dirai pas que mes amis étaient dans la même situation. Je ne le dirai sûrement pas au sujet de ceux qui ne sont pas rentrés au pays ni à l'égard de ceux qui faisaient partie du service de bombardement. Con-

trairement à mes habitudes, je dirai ceci pour ma défense. Si je suis le seul capon dans ma famille, c'est curieux. En effet, la famille de mon père comptait quatre frères dont l'un était dans la marine britannique, l'autre dans le régiment de cavalerie Strathcona Horse, le troisième dans la police sud-africaine alors que mon père était dans la Gendarmerie royale. Quant à moi, j'ai trois frères. Mon frère aîné était dans l'aviation canadienne. Faisons en sorte qu'elle continue à voler. Le deuxième était dans la marine royale. J'ai moi-même essayé d'être aviateur, mais je n'avais pas les aptitudes suffisantes, et j'ai dû m'engager dans la vile artillerie.

Et voici la chute :

Nous avons entendu l'un de nos membres parler ici de nihilisme et de matérialisme; il a dit que nous supprimions tout du drapeau et que nous ne laissions rien. A mon avis, il y a peut-être quelque chose dans cette psychologie moderne qui essaie de supprimer nos emblèmes. Si nous cessons d'avoir confiance les uns dans les autres, tout est perdu. Je suis de ceux qui ont toujours cru à l'entreprise privée.

Marie-Chantal go home

Faut-il citer encore ? Si. Un dernier texte, celui d'une petite annonce parue dans le Daily Times de Victoria, le 8 juin dernier, et que le député Chatterton (Esquimalt-Saanich) verse au dossier, sans rire, pour appuyer le *Red Ensign* :

« Nos clients, ainsi que lord et lady Cholmondeley, ont décidé que, le gouvernement du Canada ayant jugé bon de supprimer le Red Ensign, il leur est désormais impossible de vivre sous l'égide des trois feuilles d'érable, et ils nous ont conféré le privilège exclusif de vendre leur magnifique propriété privée à la campagne. »

Ai-je découragé mes lecteurs par l'étalage de toute cette bêtise ? Qu'ils sachent pourtant que cet échantillonnage d'absurdités ne couvre que cinq jours d'un débat qui a tenu l'affiche aux Communes pendant des semaines. On pourrait continuer pendant des pages et des pages. Qu'ils ne s'imaginent pas non plus que j'ai choisi les sottises les plus grosses; je n'ai même pas parlé de cet autre député qui proclame : « la seule personne à qui le trifolié causera du contentement, c'est M. Nikita Krouchtchev ».

Que conclure ? A la blague, proclamons que l'adoption du trifolié s'impose afin que les excités de l'Ouest déménagent vers le Sud ou le Nord (de préférence vers le Nord; l'arctique les refroidira), et que les *Maritimers* attardés en fassent une attaque, débarrassant la scène confédérale, emportés vers une sépulture très « british », dans les bagages de lord et lady Cholmondeley. Ainsi, peut-être arriverait-on à restaurer le parlement dans ses fonctions de législateur, un rôle qu'il semble perdre de vue depuis plusieurs mois.

Il resterait à disposer de M. Dieffenbaker. Je suggère le Musée national, section des animaux préhistoriques. ★

Pour avoir des idées sur ce qui se passe

- au QUÉBEC
- au PAYS
- dans le monde

Abonnez-vous à **CITÉ LIBRE**

LE THÉÂTRE

L'exemple de Tourguéniev

par Yerri KEMPF

« UN mois à la campagne » la pièce de Tourguéniev présentée par la troupe du Rideau Vert, est un texte exemplaire pour tous ceux qui s'intéressent aux mystères de la création littéraire, sinon de la création tout court. On y décèle en effet une sorte d'obscur conflit entre l'influence de la culture française et la référence à la société russe de l'époque. Ce conflit entre des valeurs de culture et des valeurs de réalité vécue existe d'ailleurs en tout créateur et la valeur de son oeuvre est fonction de la transcendence que parvient à imposer son talent, voire son génie. On sait que selon certains maîtres de la peinture, il faut, pour devenir un bon peintre, affronter le motif c-à-d le plâtre grec de préférence, le nu, le paysage... D'autres pontifes prétendent au contraire que c'est dans les musées qu'on s'initie aux secrets de son art. On retrouve la même divergence dans le domaine littéraire : les uns prônent la culture c-à-d la lecture des grands auteurs; les autres nous renvoient à la vie, à l'observation directe de la réalité quotidienne. Il est évident que toute création participe des deux références dont le dosage est évidemment très variable. Là où les conséquences de ce choix se révèlent particulièrement graves, c'est lorsque la culture dont on s'inspire n'appartient pas en propre à la collectivité dans laquelle on vit. Or c'est précisément ce qu'illustre le cas de Tourguéniev.

Par sa naissance et son éducation, cet écrivain appartient à la race slave, tandis que ses goûts littéraires le poussent sur les bords de la Seine. Il en résulte un déchirement qui entraîne une crise de conscience et aboutit à un choix : Tourguéniev finira par opter carrément pour la France.

Or au même moment, un autre écrivain russe vivait le même dilemme et suivait une évolution absolument contraire. Ayant lui aussi succombé tout d'abord au prestige de la littérature fran-

çaise — il traduit un roman de Balzac —, il devient par la suite violemment anti-occidental et s'enfonce furieusement dans les méandres de l'âme slave, dont il est aujourd'hui reconnu le plus grand connaisseur et chantre. On aura reconnu Dostoïevsky !

Au moment où Tourguéniev composa son « Mois... » il est encore à mi-chemin des steppes russes et des salons parisiens. On voit très nettement tout ce que quelques-uns de ses personnages doivent au théâtre français : Natalia Petrovna se souvient de Phèdre, Vera subit la cruauté du marivaudage et le tableau d'une soirée de lecture du premier acte sort directement de Musset. Islaïev le mari par contre est bel et bien le portrait d'un hobereau russe. Il a d'ailleurs l'air d'un éléphant dans un magasin de porcelaine et est absolument dépassé par les drames qui se jouent sous son nez et sous ses cornes. Il apparaît assez clairement que Tourguéniev invente un comportement à partir de sa culture française et que cette invention tient à peine compte de la réalité russe, ce qui fait que Natalia et Vera sont beaucoup plus proches des héroïnes du théâtre français que des femmes slaves que Dostoïevsky observait à peu près au même moment. A noter d'ailleurs que la pièce fut interdite par la censure de l'époque et n'a été créée qu'un demi-siècle plus tard avec succès. Ce même laps de temps fut à peu près nécessaire pour que le théâtre russe ait tout à fait éliminé le parainage occidental et s'affirme dans son authenticité. Ce sera le rôle de Tchekov dont un « Mois à la campagne » annonce et préfigure subtilement l'oeuvre... Les étudiants de Tchekov au lieu de rêver comme Belaïev aux douceurs des bras parfumés d'une femme du monde ont l'oeil fixé sur un avenir socialiste. Mais surtout l'art de Tchekov parviendra à saisir l'extrême fluidité de l'âme slave et à en exprimer cet espèce d'ennui intemporel qui lui appartient en propre.

Avec Tourguéniev nous sommes dans une Russie beaucoup moins authentique, mais qui n'en dispense pas moins de délicats plaisirs. D'autant plus que le spectacle du Stella témoigne des qualités qui caractérisent de plus en plus les réalisations de cette troupe. Soit dans la présentation visuelle — en particulier les ravissantes robes de François Barbeau — excellente distribution et intelligente mise en scène. Le soir de la première Geneviève Bujold a été l'objet d'une ovation. Ce n'était que justice : elle a su traduire avec une justesse et une fougue extraordinaires sa transformation de jeune fille naïve en femme qui vient de mordre dans le fruit de l'amère connaissance de l'amour.

Le pasteur Durrenmatt et son cirque marxiste à la Boulangerie

Durrenmatt jouit actuellement d'un grand prestige en Europe et on le joue beaucoup à Paris. Rien que pour cette raison, il faudrait féliciter les Apprentis-Sorciers de nous avoir présenté sa pièce : « La visite de la vieille dame. » Il s'agit d'une satire grinçante de la société suisse, modèle réduit du monde capitaliste, satire qui s'exerce à partir de deux optiques ontologiquement antinomiques : celle du christianisme et celle du marxisme. Il s'agit en l'occurrence des deux grandes options qui travaillent en profondeur la conscience collective de l'Occident, d'où la répercussion du théâtre de Durrenmatt.

Toutefois si l'on examine les effets que produit cette antinomie sur le plan dramatique, il apparaît que l'invention créatrice de notre auteur à succès s'en ressent fâcheusement : ses personnages ne semblent pas avoir réussi à digérer les contradictions, à maîtriser leurs rapports en les dépassant, ce qui fait qu'on les sent soumis les uns à l'optique marxiste, les autres à l'optique chrétienne. Ainsi la vieille dame qui constitue un des pôles de la pièce est une marionnette grotesque à prothèses, sorte de symbole maléfique du capitalisme et qui entend démontrer que le monde — un « bordel » selon ses propres termes — est entièrement soumis aux impératifs de l'économie, tandis que Ill, la pauvre victime expiatoire, nous apparaît sous les traits d'un pécheur qui bat son mea culpa. Bien entendu, il y a aussi deux tons : celui du sarcasme iconoclaste et celui de l'acte de contrition. Le premier veut nous faire rire, le deuxième, nous émouvoir... et durant toute la pièce ces deux courants coulent côte à côte, sans réussir à se rejoindre et à se mêler, si bien que le public chavire tantôt d'un côté, tantôt de l'autre et risque d'attrapper le mal de mer. A signaler qu'une vingtaine de personnages grouillent autour de la vieille dame et lui prêtent main forte : ce sont des pantins dont Durrenmatt tire avec hargne l'unique ficelle : l'intérêt...

Il résulte de tout cela une certaine monotonie, un sentiment de procédé qui finit par créer une atmosphère artificielle dans laquelle les tourments du vieil homme détonnent misérablement. Celui-ci a l'air d'être en proie à un cauchemar. Bien entendu, l'ambiguïté du texte autorise toute sorte de projection de la part des spectateurs. On peut s'imaginer assister aux affres d'une agonie d'un homme en état de péché mortel. La vieille dame joue alors le rôle d'une Euménide qui serait la Mort elle-même. D'autres verront à la condamnation du capitalisme et pourront pousser cette interprétation jusqu'à considérer le cercueil final comme celui du christianisme... Mais on peut également y trouver une sorte de parodie des fameux procès de Moscou... C'est du théâtre qui fait penser ! Mais enfin on y rit aussi, même si on grince des dents, ce qui n'est pas non plus trop mauvais pour la santé... mentale.

C'est surtout une pièce qui exige une discipline de fer de la part de toute la troupe et un jet continu de trouvailles scéniques dans la mise en scène. A ce point de vue la troupe des Apprentis-Sorciers ne mérite que des éloges, d'autant plus que ces exigences se trouvent aggravées par les dimensions de dé à coudre de la Boulangerie.

Quand le TNM se lance dans la puériculture

« Nous sommes insatisfaits ! » nous avouait Jean Gascon à l'occasion d'une conférence de presse au cours de laquelle la nouvelle équipe et la nouvelle orientation nous ont été présentées. Au cours de cette même présentation, le même Gascon nous confiait non sans émotion : « Notre théâtre, d'ailleurs presque toujours celui des autres, ne reflète ni nos inquiétudes, ni nos misères, ni nos espoirs. » C'était la minute de vérité. Nous en étions tous émus. Nous sentant mûrs pour recueillir son « message », notre orateur annonça avec superbe : « Or nous avons un désir de bousculer pas mal de choses et de fiche en l'air un bon nombre de poncifs. » — « Eh ben, me suis-je dit, nous voilà prévenus ! » Tout le monde se sentit tout regaillardir : nous vivions un grand moment !

Il faut dire que lorsque j'ai entendu quelles allaient être ces pièces, ces auteurs sur lesquels notre directeur comptait pour « bousculer pas mal de choses », j'ai eu un moment de doute : Rostand à l'ice-cream de Broadway, Strindberg, auteur « contemporain » — il est mort il y a cinquante ans ! — Albert Husson... Plus j'y réfléchissais, moins je parvenais à saisir le rapport qui existe dans l'esprit de Jean Gascon entre son discours et son choix ! Bref, j'étais loin d'être

rassuré. Et je n'avais pas encore vu « Les Fantasticks. » Hélas, je les ai vus. Je n'en croyais ni mes yeux, ni mes oreilles. C'était donc ça ! Nos inquiétudes, nos misères, nos espoirs; c'était la « Boîte à surprises. » Ah, une très jolie version. C'est même sidérant de voir gaspiller autant de talent, d'invention, de goût au service d'autant de niaiserie ! Je me suis posé des tas de questions et j'en suis arrivé à la conclusion que Gascon avait décidé de repartir complètement à zéro et de commencer par les tout-petits pour se former son public. Ça représente un sacré courage. Mais en attendant les grandes personnes diront comme Gascon : « Nous sommes insatisfaits ! »

Amer Billetdoux à l'Egrégore

Comme c'est agréable d'entendre la voix d'un nouvel auteur, surtout quand cette voix a des accents aussi personnels que celle de François Billetdoux qui nous fait « Tchîn-Tchîn » à l'Egrégore. A partir d'une situation ultraclassique, celle du cocuage, cette pièce réussit à échapper complètement aux lieux communs habituels et à nous entraîner très loin des conventions de rigueur. C'est que tout simplement les deux victimes de l'adultère renoncent à jouer la comédie pour autrui et abandonnent leur façade sociale : ils s'enfoncent, la bouteille à la main, tout au fond de leur solitude et de leur désespoir.

Le surmoi, pour employer un terme de psychanalyse, perd toute efficacité, tandis que le moi se coupe du monde extérieur pour essayer vainement de faire durer un passé révolu.

La grande trouvaille de Billetdoux est d'avoir associé les deux âmes en détresse et de nous faire assister à leur attelage au même chariot du malheur. Il se tisse entre Pamela et Cesario un étrange lien qui n'est pas fait de tendresse partagée, mais de solitudes confondues. Cette dissonance de deux monologues a un son très moderne et traduit admirablement l'angoisse contemporaine, ressentie par tant de citoyens aliénés, frustrés... Il y a d'ailleurs dans le texte des bouffées d'air pur, de campagne ensoleillée qui créent au milieu du désert où nous voyons tituber le couple comme des mirages de nostalgie. Mais tout dans ce texte est nature, dépouillé d'artifice et François Billetdoux réussit à introduire un authentique lyrisme dans des personnages d'apparence prosaïque. C'est un véritable chant de désespoir et d'amour qui accompagne la déchéance de deux êtres. Il faut donc féliciter l'Egrégore d'avoir pris un aussi bon départ, car Kim Yarovskaya et Marcel Sabourin, les deux interprètes, s'enfoncent dans cette amère ivresse avec un art consommé et nous obligent à trinquer avec eux au triomphe du malheur. Tchîn-tchîn !

★

Y. K.

"IL N'Y A PLUS DE FILMS FRANÇAIS"

par Alain PONTAUT

LA décision de reconversion du cinéma « Le Parisien » anciennement « Princess », en salle américaine appellerait bien des commentaires. L'expérience naguère tentée par les ravitailleurs de cette salle, appartenant au circuit « Consolidated Theatres », ne devait donc être qu'une concession de courte durée. Les raisons officielles de cette décision dissimulent mal les vrais motifs.

Prenons les choses d'un peu plus haut. Disons qu'une oeuvre comme « Le Feu follet » de Louis Malle, par exemple, fait, aujourd'hui encore, partie de ces films qui, grâce à quelques cinémas d'art au premier rang desquels il faut bien placer l'Elysée, sauvent l'honneur d'une programmation indigente. Pour un « Feu follet », remarquable d'ambition rigoureuse, pour une « Femme des dunes », dont on s'est réjoui de la longue carrière au cinéma Festival, combien de « Bikini Beach » et de « Gypsy, Vénus de Broadway » !

Le Festival du film avait amorcé ce mouvement vers la reconnaissance du spectacle cinématographique à Montréal de quelque attribut culturel et de quelque prestige. Voici que s'en mêle une Cinémathèque canadienne dont le rôle bénéfique consiste et à présenter des oeuvres qui justifient le passé artistique du cinéma, et à inviter un public informé à l'exigence. Comment ne pas saluer ces formes d'éducation aboutissant à une lente, mais irréversible, progression du goût public ?

Libre à un distributeur d'achopper sur le sens du mot art et de soutenir que « Zulu » ou, à plus forte raison, « My Fair Lady », présentent, selon lui, les mêmes critères de qualité que les Bergman montrés à l'Empire, les Truffaut ou les Malle de l'Elysée. La discussion est difficile. Pour lui, est artistique ce qui a coûté cher et ce qui est rentable. Pour lui, qui n'est pas, à vrai dire, chargé de mesurer la qualité artistique d'un produit, mais de le vendre, est artistique ce que la publicité décide de faire tel. Il n'est pas un esthéticien, mais un agent de firme. Sa firme est généralement américaine. Il lui faudrait bien

de l'égarement, un égarement qu'il paierait de sa place, pour soutenir que « Le Feu follet » est supérieure en qualité au film de « Paramount » qu'il a reçu mission de mettre massivement sur le marché.

Ainsi, quoi qu'on ait dit de l'influence sociologique du cinéma, de son rôle culturel, la programmation des cinémas montréalais fut-elle longtemps exclusivement assurée par des produits anglophones, de fabrication étatsunienne, imposés de New York au public québécois, sans que ce dernier, d'ailleurs, songe à s'en aviser ou à s'en révolter. Et puis un jour, parce que les horizons du Québec, dans ce domaine aussi, s'élargissaient, s'éleva une protestation implicite qui avait pris la forme autorisée, très officielle, d'un Festival. Celui-ci n'eut tant d'éclat que parce que la qualité qu'il rassemblait était, ailleurs, rigoureusement absente.

Lorsque ce Festival, qui présentait un panorama des cinémas du monde, s'adressa (pourquoi ne l'aurait-il pas fait ?) aux distributeurs américains, ceux-ci, du moins avant 1963, ne répondirent pas. D'une part, parce que, court-circuitant la publicité, cette fête de la qualité n'était pas dans leurs usages. D'autre part, parce que c'était prendre le risque d'apporter à un public, appartenant de fait au terrain de chasse américain, la preuve que des produits européens ou autres, non encore circonscrits par les chasseurs, conviendraient mieux à son tempérament et à ses goûts, la preuve que le cinéaste de Rome, de Londres ou de Paris comblerait mieux son attente que celui de Hollywood.

Certes, on n'attaqua pas le Festival, qui d'ailleurs n'en voulait à personne. On pactisa même avec lui. Sans pourtant l'empêcher d'apporter des valeurs étrangères aux Etats-Unis, de susciter des vocations, de confirmer des revendications, de produire des cinémas d'art. Il serait facile de démontrer que les cinémas d'art de New York nourrissent leur clientèle de films non-américains pour la plupart. Il n'en fut pas autrement à Montréal, à cette nuance près que le Canadien

français devait logiquement se révéler plus réceptif au film français, plus proche de la langue, des réactions de ses personnages, que le spectateur de New York. D'où une certaine et légitime transformation de la physionomie du marché du film à Montréal, accentuée encore par la revendication d'un cinéma québécois de long métrage destiné à permettre à une communauté, la nôtre, de réfléchir enfin dans son propre miroir ses aspirations propres et son propre visage.

Cette mutation, les agents montréalais de « Famous Players-Paramount » l'observèrent d'abord avec la conscience qu'ils avaient, dans une certaine mesure, carte blanche pour assouplir, orienter, diversifier la programmation locale. Le cinéma « Princess » devint alors « Le Parisien », irrévocablement voué au film français. On traita un peu plus avec les distributeurs indépendants. On demanda à New York un pourcentage un peu plus élevé de films européens. Concessions nécessaires, qui pourtant épousaient, consacraient un glissement dangereux, une velléité d'autre chose qui pouvait devenir une volonté d'indépendance.

Car là où nos agents de « Paramount » n'ont plus carte blanche, c'est quand il s'agit de productions importantes et imposées, « Cleopatra » ou « My Fair Lady », dont les propriétaires ne souhaiteraient pas que l'atmosphère nouvelle de francisation, dans ce secteur de leur marché, détourne une frange trop importante de la clientèle (à 70% canadienne française).

Il importait donc de donner le coup de barre, dont la reconversion du Parisien témoigne élo-

quemment, et qu'un hebdomadaire montréalais commentait récemment en ces termes : « D'après une source digne de foi, c'est Hollywood qui aurait exercé de fortes pressions pour que les cinémas Le Parisien, Rivoli et Château soient « reconvertis » aux films américains en raison de la baisse de popularité du cinéma yankee dans la métropole et de la montée croissante du film français. Ces pressions, toujours selon notre informateur, auraient été accompagnées de menaces de la part des potentats hollywoodiens du 7e art qui se disaient prêts à ouvrir trois nouveaux cinémas à Montréal si on ne cédait pas à leurs exigences, et naturellement... on a cédé ! On viendra nous dire après cela que nous ne sommes pas en tutelle, que nous ne sommes pas colonisés par les « States ».

Laissons à cet hebdomadaire la responsabilité de ses conclusions. La France, après les accords Blum-Byrnes qui livraient aux Etats-Unis une part indue du réseau cinématographique national, l'Italie, après la main-mise des capitaux de General Motors sur la Simca, ne correspondaient pas pour autant à la définition d'états colonisés. Il est vrai que les réactions furent plus vives en ces pays qu'elles risquent de l'être ici.

Mais notons l'humour involontaire de ces raisons données pour justifier l'enterrement de la vocation française du « Parisien » : « Nous avions réussi à nous assurer d'un certain nombre de spectacles français de qualité. Avec cette provision, nous tiendrons bien jusqu'à la fin de l'année. Après, c'est impossible ! Il n'y a plus de films français. » ★

A. P.

LES LIVRES

Mythes et réalités d'Amérique

(à propos de L'IMAGE de Daniel Boornstin)

par Naim KATTAN

LE bilan que dresse le professeur Daniel Boornstin de la vie américaine est d'une extrême sévérité. Dans ce pays où la révolution graphique a produit déjà ses effets, les contours de la réalité deviennent de plus en plus fuyants. Les ombres et les images remplacent la réalité et les idéaux. Les hommes se contemplent dans des miroirs qui reflètent une copie affadie de leur propre visage et, même s'ils s'en rendent compte, ils ne souhaitent pas qu'il en soit autrement. M. Boornstin passe en revue toutes les phases de cette dégradation du réel. Tel un cancer, cette maladie a lentement et graduellement envahi tous les domaines qui sont traditionnellement réservés à l'expression de la pensée libre et individuelle.

Aux Etats-Unis, il n'y a jamais eu d'efforts concertés pour supprimer globalement la liberté individuelle; au contraire, tout a été mis en oeuvre pour flatter chaque homme promu au rôle d'usager, de consommateur et de l'associer à cette entreprise collective du détournement du réel.

La presse fut le premier domaine investi par le monstre invisible qui exerce son oppression en vidant de sens et en rongant de l'intérieur tous les domaines du réel.

A partir du moment où les journaux ont commencé à atteindre un public très large, il a fallu tenir en haleine la masse des lecteurs. Les nouvelles sensationnelles ne suffisaient pas à elles seules pour alimenter quotidiennement les colonnes de journaux devenus de plus en plus exigeants. Il a fallu fabriquer des événements. C'est ce que l'auteur appelle le torrent de pseudo-événements qui fut tellement envahissant qu'il a submergé la conscience des lecteurs rendant de plus en plus difficile la démarcation entre l'événement vrai et l'événement fabriqué et suscité. Pour conserver son efficacité, la technique de cette fabrication doit être de plus en plus élaborée et complexe. Ainsi, la conférence de presse qui est l'exemple le plus connu du pseudo-événement ne suffit plus. On organise la fuite des nouvelles.

Il ne s'agit pas d'une volonté concertée de tromper le public. Les pseudo-événements ne peuvent proliférer que dans une atmosphère d'ambiguïté où l'illusion est plus réelle que la réalité elle-même car les limites du réel sont brouillées. D'après l'auteur, la manie d'attendre des nouvelles toujours fraîches et sensationnelles est le signe que l'homme américain attend du monde beaucoup plus de révélations que l'ordre naturel des choses ne permet de fournir.

On peut expliquer la puissance des pseudo-événements par les changements rapides qui sont survenus ces dernières années dans le monde de la technique et de la diffusion. Il faut ajouter un important élément : l'élargissement considérable du public lecteur des journaux.

En éliminant les éléments incontrôlables, les pseudo-événements acquièrent une supériorité indéniable sur les événements naturels. Ils sont plus dramatiques, plus frappants, ils peuvent être jetés à volonté, ils sont plus rassurants et plus agréables, leur connaissance facile devient la pierre de touche du citoyen bien informé. On peut tout prévoir quand on organise une conférence de presse ou quand on célèbre le cinquantième d'une association ou d'une compagnie. Certes ceci donne aux manipulateurs de nouvelles d'énormes possibilités. M. Boornstin ne parle pas du tout de cet aspect de la question.

Cette voie de dégradation sur laquelle l'événement s'est glissé pour se transformer en pseudo-événement est la même qui a réduit le héros au rang de vedette. La naissance d'un héros est trop imprévisible, trop accidentelle pour les fabricants de pseudo-événements. Les détenteurs des moyens de communication de masse ont besoin de pseudo-événements humains. Ils créent de toutes pièces un individu qui se distingue des autres mais dont les caractéristiques ne sont pas laissées au hasard mais conçues et fabriquées par ceux qui ont intérêt à le faire. La vedette est un instrument qu'utilisent les producteurs des

pseudo-événements et ce sont eux qui en perfectionnent le mécanisme. Ce sont eux qui prévoient la naissance, l'ascension puis la disparition dans l'inconnu d'un homme ou d'une femme qui ne sont célèbres que parce qu'on a voulu qu'ils le soient. On n'étale pas devant nous les faits et gestes des célébrités pour les proposer à notre admiration. Il s'agit plutôt d'un miroir de nous-mêmes. On nous propose des images qui nous ressemblent. On flatte le public en disant que des vedettes sont placées sur le piédestal de la renommée par pur hasard. Ce sont des personnes du commun et elles ne sont que les symboles d'une humanité moyenne qui se contemple elle-même dans un narcissisme qui la sort à peine de sa léthargie. Dans le passé, le héros représentait un idéal, un homme choisi par le destin pour se hausser à un niveau supérieur. Mais depuis qu'on a assisté au déclin du peuple et à la croissance de la masse, le héros a cédé la place à l'homme célèbre qui n'est qu'un nom dont le seul pouvoir provient du fait même qu'il est célèbre et dont on affuble une personne dénuée de tout particularisme humain et réduite à l'état d'ombre. La vedette serait méconnaissable si on la privait du nom qu'elle porte et qui est sa marque de célébrité. On sait avec quelle rapidité la vedette tombe dans l'oubli. Ce que M. Boornstin déplore le plus, c'est la dégradation de la véritable grandeur humaine car dès qu'un héros surgit à l'horizon il s'évapore puisqu'on le transforme en célébrité.

L'image n'a pas seulement vidé de leur substance les événements et les hommes, elle a envahi la nature elle-même. Le voyage devient de moins en moins un déplacement dans l'espace et une découverte de paysages inconnus. Le voyageur, devenu touriste, part à la recherche non pas d'une nature inconnue mais d'une image déjà familière. Le voyage organisé, en enlevant tout risque et tout inconfort à celui qui s'y adonne, réduit le pays étranger à un pittoresque de salon. Les magazines, les films impriment déjà dans nos esprits les ombres de ces îles et de ces montagnes lointaines que nous semblons reconnaître quand nous les voyons pour la première fois. Le plus souvent, nous ne prenons même pas la peine de regarder puisque nous ne sommes là que pour les transformer en images grâce à nos appareils photographiques.

La littérature elle-même a été contaminée par cette maladie. Les grandes œuvres disparaissent devant leur reflet : le condensé. Les articles des magazines et des revues sont résumés et réunis dans les multiples digests qui ont proliféré depuis le succès phénoménal du Reader's Digest. Là encore il y a eu un renversement dans le mécanisme. Au début, on digérait les articles, on les réunissait pour en présenter une sélection à des lecteurs pressés et submergés par la masse énorme de publications diverses. On a

ainsi créé un nouveau genre de lecteur et, pour répondre à ses besoins, on a été amené à fabriquer de toutes pièces des articles destinés aux digests. Ainsi Reader's Digest commande des articles, les place dans des revues avant de les résumer pour ses propres lecteurs. Le procédé est devenu subterfuge et l'authentique a cédé le pas au fabriqué.

L'auteur nous semble trop sévère dans la charge qu'il dirige contre les livres de poche et les best sellers. Le marché américain est inondé de livres condensés et de mauvais romans. Il faut dire cependant que le nombre de romans de qualité qui figurent sur la liste des best sellers n'est pas négligeable. Emporté par son besoin de démonstration, l'auteur donne une image incomplète des faits. Faut-il croire que des écrivains tels que Mary McCarthy, James Baldwin, Saul Bellow, Philip Roth sans parler de Faulkner, Dos Passos, Hemingway et Steinbeck se transforment en médiocres marchands d'illusions dès que leurs œuvres se trouvent inscrites sur la liste des best-sellers ?

M. Boornstin aurait dû signaler que les magazines à grand tirage font appel maintenant aux œuvres les plus authentiques d'écrivains de renom. La directrice d'un magazine féminin disait récemment que pour augmenter le tirage de sa publication, elle avait le choix d'aller chercher des collaborateurs dans des organes plus populaires que le sien ou dans Partisan Review qui est reconnu comme étant la plateforme des meilleurs intellectuels américains. Pour les motifs les plus pratiques et les plus matériels, c'est sur cette dernière revue qu'elle a fixé son choix. Naturellement, cela signifie que la bonne littérature se commercialise mais cela veut dire en même temps que le public devient plus exigeant.

M. Boornstin se trouve sur un terrain encore plus incertain quand il condamne le cinéma en bloc.

L'auteur consacre une partie de son ouvrage à la dégradation des idéaux américains. L'état se resserre sur une réalité qui devient de plus en plus évanescence. Dans un univers où les ombres et les fantômes ont le dessus, l'idéal ne peut avoir que peu de place. On fait allusion d'ailleurs aux valeurs qu'il faut défendre, ces valeurs étant elles-mêmes, d'après M. Boornstin, les reflets d'une image, dont l'expression du vide. Ainsi on ne parle plus des idéaux que poursuit la société américaine, mais de sa renommée, de sa réputation et de son prestige.

À l'étranger, les Américains ne défendent pas leur vision de l'avenir mais le prestige ou, dans un autre terme, l'image de leur société. C'est pour cela que le peuple américain qui est parmi les moins matérialistes de tous les peuples, pour

la simple raison qu'il est celui qui a pu satisfaire plus que tous les autres ses besoins matériels, donne à l'étranger l'impression d'idolâtrer le dollar tandis que les communistes qui proclament le matérialisme comme leur idéologie sont considérés par tous les peuples comme des idéalistes.

L'auteur pousse un cri d'alarme. « Nous ne sommes pas menacés par la lutte des classes, ni par aucune idéologie, ni non plus par la pauvreté, la maladie, l'ignorance ou la tyrannie. Nous sommes menacés par l'irréalité. Aboutir au néant est ce qui nous guette si nous remplaçons le rêve américain, les idéaux par des images, les aspirations par des modèles. »

Le seul remède que l'auteur propose est de prendre conscience de la maladie, première étape sur la voie de la guérison. Deux mots reviennent comme des leitmotivs sous la plume de Boornstin pour expliquer l'envahissement de l'image : la prétention et l'extravagance. « Tentés de croire — plus qu'aucune génération ne le fit avant nous — que nous pouvons fabriquer notre expérience (nos nouvelles, nos célébrités, nos aventures et les formes de notre art), nous finissons par nous croire capables de fabriquer les mesures mêmes qui nous permettront de l'évaluer. Tel est le comble de nos extravagantes prétentions... Parce que nous attendons du monde plus de nouveauté, plus de grandeur, plus d'étrangeté qu'il n'en comporte, nous nous imaginons les maîtres d'un univers plastique. »

Il est surprenant que l'auteur de ce livre, historien qui s'est fait sociologue, ne parle jamais des sources de puissance et des mécanismes pour atteindre le pouvoir, car ce qu'il appelle prétentions n'est que cette possibilité entrevue par un nombre de personnes plus considérable que dans n'importe quelle autre société humaine de détenir une parcelle de la puissance offerte aux conqué-

rants de cette terre nouvelle. L'illusion n'est en quelque sorte qu'une contrefaçon de la puissance et c'est cette contrefaçon qu'utilisent les détenteurs de pouvoirs pour affermir leur autorité. Il y a un ton moralisateur et, pour tout dire, un relent conservateur qui court à travers les pages de ce livre. Au lieu de conseiller au peuple américain de prendre conscience de ses extravagances et de ses prétentions, il y a lieu, me semble-t-il, de souligner tous les efforts qu'on entreprend aussi bien dans les universités, que M. Boornstin a passés complètement sous silence, que dans certains magazines populaires, certains journaux, certains programmes de télévision de répondre aux exigences toujours plus grandes d'un peuple qui ne se contente plus d'images et d'ombres.

M. Boornstin fait souvent allusion au passé. La masse des illettrés, qu'ils soient européens ou asiatiques du dix-neuvième siècle, saisisait peut-être davantage la réalité que ne le fait l'ouvrier américain aujourd'hui, mais cette réalité était tellement restreinte qu'il semble saugrenu de la proposer comme l'alternative préférable à une vaste illusion.

Si des millions d'Américains se jettent à corps perdu dans les pièges de l'illusion, c'est qu'ils se rendent compte de la banalité de leur vie. Ils ne s'y résignent pas. La société de l'abondance leur a permis de croire que leur désir de s'affranchir des servitudes de la vie quotidienne est légitime. On voit bien qu'il ne s'agit pas simplement d'une extravagante prétention mais de la naissance d'une nouvelle humanité qui exploite à fond toutes les ressources de la technologie. Le danger est que la civilisation technique n'asservisse, par ses multiples sortilèges, ces millions d'insatisfaits. Du reste, les romanciers américains expriment cette inquiétude et cet angoissant dilemme. ★

N. K.

Un abonnement à CITÉ LIBRE

Un cadeau qu'on appréciera

Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité Libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adapté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne et due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le Conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 4 décembre 1963, est formé des personnes suivantes :

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT:

Claude Longpré

SECRÉTAIRE:

Jean Dostaler

TRÉSORIER:

Yves-Aubert Côté

ADMINISTRATEURS:

Benoît Baril

Jacques Hébert

J.-Z.-Léon Patenaude

Gérard Pelletier

Pierre-E. Trudeau

Jean Pellerin

CONSEIL DE SURVEILLANCE:

Jean-Gérin Lajoie, président

Marc Lalonde

Jean-Paul Geoffroy

ARCHIVISTE:

Pierre Tanguay

VÉRIFICATEUR:

Jean-Guy Rousseau, C.A.

Pour être sûr de ne pas manquer un seul numéro de

CITÉ LIBRE nouvelle série, ON S'ABONNE

1. En utilisant le bulletin ci-dessous, ou 2. En reproduisant ce bulletin sur une feuille blanche

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à adresser à : **CITÉ LIBRE, 5090, avenue Papineau, Montréal 34**

Veillez, s.v.p., recevoir du soussigné la somme de

- ☐ \$ 3.50 pour un abonnement ordinaire d'un an à Cité Libre
☐ \$ 5.00 pour un abonnement de soutien d'un an à Cité Libre
☐ \$ 10.00 pour un abonnement de soutien spécial d'un an à Cité Libre
SPÉCIAL ☐ \$ 15.00 pour la collection complète de la nouvelle série
(encore quelques-unes seulement de disponibles), de
janvier 1960 à décembre 1964, soit 5 années.
Prix régulier \$17.50

Au nom de

Adresse

☐ CADEAU

s.v.p. adressez à l'abonné
une carte avec mes vœux.

Signé

Soussigné

Adresse

AU MAÎTRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à :
CITÉ LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.

PORT PAYÉ À MONTRÉAL

« Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé
l'affranchissement en numéraires et l'envoi comme
objet de la deuxième classe de la présente publi-
cation. »

SOYEZ BIEN DOCUMENTÉ

D-10	LE RÔLE DE L'ÉTAT (en collaboration)	\$2.00
	Des experts discutent un problème actuel. 162 pages.	
S-1	ESSAI SUR LA CONSTITUTION DU CANADA (Bernard Bissonnette)	\$3.50
	Un éminent juriste étudie le problème No 1 du Canada. 199 pages.	
H-1	LES MOEURS ELECTORALES DANS LE QUEBEC (J. et M. Hamelin)	\$1.50
	... De 1794 jusqu'à Jean Lesage. 124 pages.	
1	LE NOUVEAU PARTI (Stanley Knowles)	\$1.00
	L'histoire et les principes du Nouveau Parti démocratique. 158 pages.	
T-1	COMMENT ORGANISER UNE ELECTION (Norris Denman)	\$1.50
	Tous les moyens honnêtes pour gagner une élection. 140 pages.	
D-12	NOS HOMMES POLITIQUES (en collaboration)	\$2.00
	Conférence 1963 de l'ICAP. 119 pages.	
D-13	CONTRADICTIONS ET BICULTURE (Pierre Dansereau)	\$2.50
	Un des livres les plus remarquables jamais publiés au Canada français. 220 pages.	
H-2	LOUIS RIEL — UN HOMME A PENDRE (E. B. Osler)	\$3.50
	Traduit par Rossel Vien. — Une biographie émouvante du Métis qui continue à passionner l'opinion canadienne. 295 pages.	
14	LA CRISE DE LA CONSCRIPTION (André Laurendeau)	\$1.00
	Une page d'histoire passionnante par un témoin des événements. 157 pages.	
C-12	EN GREVE! (en collaboration)	\$2.50
	L'histoire de 5 grandes grèves de la C.S.N. 280 pages.	
D-1	L'EGLISE ET LE QUEBEC (en collaboration)	\$1.50
	Clercs et laïques abordent un problème d'une grande actualité. 157 pages.	
C-2	SCANDALE AU DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (Jacques Tremblay)	\$1.50
	Un exposé clair de l'affaire Guérin et du rôle du D.I.P. 124 pages.	
D-2	LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT AU CANADA FRANÇAIS (en collaboration)	\$1.50
	Le point de vue des professeurs de l'Université de Montréal. 123 pages.	
D-3	JUSTICE ET PAIX SCOLAIRE (en collaboration)	\$1.50
	Une étude sur la question de l'heure : l'école laïque. 173 pages.	
3	L'ECOLE LAIQUE (en collaboration)	\$1.00
	Clercs et laïques discutent de l'école laïque. 117 pages.	
C-7	PSYCHOLOGIE DE L'ENFANT (Françoise Cholette-Pérusse)	\$2.00
	Pour comprendre les réactions de l'enfant ... de zéro à dix ans. 181 pages.	
12	L'HISTOIRE BOULEVERSAUTE DE MGR CHARBONNEAU (Renaude Lapointe)	\$1.00
	Un document sensationnel. Biographie de l'Archevêque de Montréal. 156 pages.	
11	COMMENT JOINDRE LES DEUX BOUTS (Roland Parenteau et Jean-Paul Lafabvre)	\$1.00
	Cahier de budget familial pour un an, conseils pratiques, etc. (épuisé) 157 pages.	
P-1	VOYAGE EN POLOGNE (Alice Poznanska-Pariseau)	\$1.50
	Récit de voyage d'une Canadienne d'origine polonaise. 155 pages.	
D-11	FAILLITE DE L'OCCIDENT (Jean Pellerin)	\$2.00
	Une critique de la civilisation occidentale. 150 pages.	
VIENT DE PARAÎTRE		
	LE CANADA FACE À L'AVENIR (ICAP 1964)	\$2.00

LES ÉDITIONS DU JOUR

3411, St-Denis, Montréal — VI.9-2228